

Projet de Fin d'Etudes

**La concertation dans
les projets éoliens :**

**La concertation de la population
a-t-elle sa place dans des projets
d'intérêt collectif tels que la
transition énergétique par l'éolien ?**



Davin Aymeric

2017-2018

**Directeur de recherche
Brevet Nathalie**

La concertation dans les projets éoliens :

La concertation de la population a-t-elle sa place dans des projets d'intérêt collectif tels que la transition énergétique par l'éolien ?

**Directeur de recherche :
Brevet Nathalie
2017-2018**

Davin Aymeric

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

Formation par la recherche, Projet de Fin d'Études en génie de l'aménagement et de l'environnement

La formation au génie de l'aménagement et de l'environnement, assurée par le département aménagement et environnement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme, de l'aménagement des espaces fortement à faiblement anthropisés, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir-faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement et de l'environnement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Dynamiques et Actions Territoriales et Environnementales de l'UMR 7324 CITERES, à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement,
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SUDOC), les mémoires à partir de la mention bien.

Remerciements

En amont de ce mémoire, je tenais à prendre un moment pour remercier les personnes qui m'ont aidé d'une manière ou d'une autre, en apportant leurs connaissances.

Premièrement, merci à ma tutrice Mme BREVET, qui m'a accompagné du début à la fin, et qui a su m'orienter quand il était nécessaire. Merci pour son temps accordé lors de nos différents rendez-vous.

Deuxièmement, je remercie M. HAMDOUCH, un des membres du jury lors de ma présentation orale, pour ses remarques et ses références supplémentaires pour agrémenter mon travail.

Je remercie enfin l'équipe de la bibliothèque universitaire, et plus particulièrement Mme LE HALPER, pour leur aide lors de mes recherches d'ouvrages et d'articles universitaires sur mon sujet.

SOMMAIRE

Table des matières

Avertissement	3
Formation par la recherche, Projet de Fin d'Études en génie de l'aménagement et de l'environnement	4
Remerciements.....	5
Introduction	8
Partie I. Le développement de l'éolien dans un contexte de transition énergétique	10
I.1. Qu'est-ce que la transition énergétique ?.....	10
I.2. La situation de l'énergie produite par le parc éolien aujourd'hui en France	11
I.2.1. <i>Un secteur en recherche d'optimisation</i>	11
I.2.2. <i>Les obstacles au développement de l'éolien</i>	12
Partie II. La concertation de la population : les contours du concept	15
II.1. Notions de concertation et de participation citoyenne.....	15
II.1.1. <i>Définition</i>	15
II.1.2. <i>Une participation citoyenne à différentes échelles</i>	16
II.2. Une volonté d'impliquer la population dans les projets d'aménagement	19
II.2.1. <i>La démocratie participative comme nouvel outil</i>	19
II.2.2. <i>L'arrivée des nouvelles technologies : un pas en avant pour la participation citoyenne</i>	21
II.3. La notion d'acceptabilité sociale	22
II.4. Négociation et transaction sociale comme alternatives à la concertation	25
Partie III. Pourquoi une concertation dans les projets éoliens ?.....	27
III.1. La population directement impliquée source de conflits	27
III.1.1. <i>Quelle « population » ?</i>	27
III.1.2. <i>Les raisons d'une acceptabilité sociale difficilement atteignable dans l'éolien</i>	29
III.2. Le rôle de la concertation pour remédier à ce problème	32
III.2.1. <i>Une concertation pour minimiser le risque de conflits</i>	32
III.2.2. <i>L'importance d'une concertation du début à la fin</i>	34
III.3. Exemples de projets éoliens ayant utilisé la concertation	35
III.3.1. <i>Une concertation qui a échoué au cours de l'élaboration d'un schéma éolien en Ardèche</i>	35
III.3.2. <i>Une concertation qui a réussi sur une communauté de commune en Ardèche</i>	36
III.3.3. <i>Le projet du Mont des Quatre Faux, une démarche de co-construction ou un processus de transaction sociale ?</i>	37
III.4. Une concertation trop profonde peut être dangereuse.....	38

Conclusion.....	40
Annexes :.....	41
Annexe 1 : puissance totale éolienne raccordée en France par région en 2017	41
Annexe 2 : Tableau récapitulatif des différentes influences sur l'acceptation sociale lors de projets éoliens.....	42
Références :	43
Tables des Illustrations.....	46

Introduction

Aujourd'hui, un bon aménagement de nos villes et de nos campagnes est primordial dans la manière dont se développent nos sociétés. La planification doit être un processus de concertation entre tous les acteurs du territoire, car elle fait face à une multitude d'enjeux. Entre les contraintes sociales, politiques, économiques ou encore environnementales, un nouvel aspect est rentré dans la partie depuis quelques années maintenant : l'enjeu de la transition énergétique.

L'utilisation d'énergies renouvelables fait désormais partie d'un débat sociétal. Produire de l'énergie grâce à des ressources inépuisables représente un objectif majoritaire dans le monde d'aujourd'hui. L'énergie éolienne en est le parfait exemple. Mon opinion est que pour pouvoir réduire l'empreinte écologique laissée par l'Homme sur notre planète, il est nécessaire, pour un bien être collectif, d'optimiser sa production en multipliant les projets d'implantation. Cependant, la mise en place de tels programmes fait souvent l'objet de contestations de la part des habitants présents sur les territoires. Ces derniers ne se réjouissent pas de voir leur environnement être perturbé de la sorte par l'insertion de tels objets industriels.

Parallèlement à cela, la pratique de l'aménagement du territoire est en pleine effervescence depuis quelques temps. En effet, la volonté d'impliquer la population dans les projets est grandissante, bouleversant les codes de l'urbanisme qui étaient jusqu'alors régis par des dimensions principalement techniques. C'est ainsi qu'est né le concept de participation citoyenne, qui s'apparente à ce qu'on pourrait appeler la concertation de la population.

L'objet de ce mémoire consistera en un croisement de ces deux aspects auxquels doit fait face l'aménagement du territoire, un domaine en pleine mutation. Concrètement, il s'agira de discuter de l'importance accordée à la population dans de tels projets d'implantation d'éoliennes, qui interviennent dans un objectif d'intérêt général, la transition énergétique. Afin d'atteindre un objectif de renouvellement propre par le secteur de l'éolien, il faut parfois en accepter les conséquences et les nuisances, et nous verrons que cette acceptation n'est pas toujours évidente pour les populations impactées.

Pour réduire les recherches de ce champ vaste qu'est l'éolien, nous nous concentrerons exclusivement sur des projets terrestres implantés sur le territoire français. En essayant de comprendre pourquoi l'éolien fait face à un tel rejet de la population, nous allons voir si les nouvelles démarches de concertation et d'implication de la population dans les projets d'aménagement peuvent aider à faire accepter l'éolien dans nos campagnes.

Notre objectif sera ainsi d'apporter l'esquisse d'une réponse à la problématique suivante :

La concertation de la population a-t-elle sa place dans des projets d'intérêt collectif (de dimension nationale voire internationale) tels que la transition énergétique par l'éolien ?

Pour tenter d'y répondre, le premier pas sera une introduction sur la situation du secteur de l'éolien aujourd'hui en France, toujours en recherche d'optimisation pour atteindre les objectifs de transition énergétique. Ensuite, nous nous concentrerons sur le concept de concertation de la population, un

domaine qui fait également référence aux thèmes de participation citoyenne, de démocratie participative, d'acceptabilité sociale ou encore de transaction sociale. Enfin, nous nous intéresserons sur ce concept mis en application directe dans les projets éoliens, pour comprendre dans un premier temps pourquoi la population est réticente puis, dans un deuxième temps, pour analyser le processus et identifier ses points forts et ses points faibles.

Partie I. Le développement de l  olien dans un contexte de transition énergétique

I.1. Qu'est-ce que la transition énergétique ?

La situation dans laquelle se trouve actuellement notre planète est préoccupante écologiquement parlant. Les révolutions industrielles et technologiques de ces dernières décennies ont aggravé son état, et aujourd'hui le phénomène de réchauffement climatique est présent dans tous les esprits, dans tous les débats. Dans un passé plus récent, nous avons pu observer une prise de conscience collective de la part de la plupart des pays du globe, et notamment des pays les plus industrialisés (implicitement les plus pollueurs). Le protocole de Kyoto¹ est certainement le point de départ officiel de cette volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre. La France fait évidemment partie des pays signataires de cet accord, et retrouver une certaine santé écologique fait partie des axes majeurs de l'actuelle politique du pays. Celle-ci passe, entre autres, par la transition énergétique.

La transition énergétique peut-être définie comme le *passage de notre modèle actuel de production et de consommation d'énergie, basé sur des ressources naturelles qui s'épuisent, à un modèle plus durable, exploitant des ressources renouvelables* (Le Monde). Ce concept consiste à ce que la consommation d'énergies fossiles soit réduite dans la plupart des activités de l'homme, comme le transport ou l'industrie.

Sous la Présidence de François Hollande, la loi du 17 aout 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a été promulguée, permettant de mobiliser le pays tout entier (collectivités territoriales, entreprises, citoyens, ...)   travers certaines mesures pour *permettre à la France de renforcer son indépendance énergétique et de réduire ses émissions de gaz à effets de serre* (Site du gouvernement). Le relais a été pris par le gouvernement actuel, et lors de la présentation du Plan Climat par le ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, ce dernier a évoqué un objectif de 32 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030. La volonté est aussi de réduire la part du nucléaire dans la production d'énergie, pour qu'au contraire l'énergie solaire, l'énergie hydraulique, l'énergie géothermique et l'énergie éolienne, entre autres, connaissent une montée en puissance dans la part qu'elles occupent dans la production d'énergie.

Durant ce dossier, nous nous pencherons exclusivement sur le domaine de l'énergie éolienne en France, dont la situation actuelle sera brièvement évoquée ci-dessous.

¹ Le protocole de Kyoto est un traité international proposant un calendrier de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il a été négocié à Kyoto, au Japon. Ouvert aux signatures le 16 mars 1998 et arrêté le 15 mars 1999 (glossaire-international.com).

I.2. La situation de l'énergie produite par le parc éolien aujourd'hui en France

I.2.1. Un secteur en recherche d'optimisation

En ce qui concerne la production d'électricité issue de l'énergie du vent à l'échelle mondiale, c'est l'Europe qui connaît les meilleurs résultats. Mais, au sein de l'Union Européenne, la France ne se classe que quatrième pays producteur avec 10300 Mégawatts raccordés fin 2015 (13472 MW en 2017), loin derrière l'Allemagne (44900 MW raccordés), l'Espagne (23000 MW raccordés) et juste après le Royaume-Uni et ses 13900 MW raccordés. (Ministère de la transition écologique et solidaire, 31 décembre 2015).



Figure 1 : Puissance éolienne raccordée en Europe au 31 décembre 2015

Source : Ministère de la transition écologique et solidaire

Si, à première vue, ces chiffres placent la France en position plutôt confortable à l'échelle européenne, avec une production non négligeable, ils ne correspondent pas aux attentes que l'on peut en espérer. En effet, les spécialistes ont évalué la France comme deuxième gisement éolien européen derrière la Grande-Bretagne. Le potentiel n'est donc clairement pas exploité à son maximum, et c'est pour cela qu'un fort développement est attendu dans les prochaines années en France, notamment pour atteindre les objectifs fixés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Ces objectifs sont clairs : doubler la puissance raccordée d'ici 2023 pour atteindre 21800 MW au minimum et ainsi

augmenter la part de l'éolien dans la consommation totale d'énergie électrique (pourcentage pouvant aller de 10 % à 15 % de la consommation totale). Avec un domaine en constante évolution et une production d'énergie grâce à l'éolien en augmentation continue, ces objectifs ne semblent pas être utopiques. Les chiffres de l'année 2016 montrent une augmentation de 45 % du volume annuel raccordé (Florence Roussel, Environnement & Technique - HS - Octobre 2017).

Par ailleurs, pour revenir au gisement éolien et au potentiel de production du territoire, la France possède des régions plus que propices au développement de l'énergie éolienne avec des provinces qui sont exposées de manière quasi constante à des vents forts, capables de faire tourner à plein régime les hélices des champs d'éoliennes actuels et futurs. C'est le cas par exemple de la Bretagne, du Nord de la France ou bien encore de la vallée du Rhône, où de nombreux projets ont d'ores et déjà été implantés, et d'autres vont très certainement voir le jour dans les prochaines années. C'est d'ailleurs ces régions qui produisent le plus de puissance éolienne raccordée (Annexe 1).

Ces nouvelles directives et ce développement de l'énergie éolienne (et des énergies renouvelables à une échelle plus globale) représentent une opération d'intérêt général qui va servir à toute la population, du citoyen lambda aux grandes entreprises, en passant par les collectivités. Il est en effet important de prendre conscience que la transition énergétique est une cause commune, tant sur le plan écologique que sur le plan économique. L'énergie éolienne en est le parfait exemple : *« L'énergie éolienne incarne parfaitement la réconciliation entre écologie et économie : innovation, création d'emplois, retombées fiscales et économiques pour les territoires, indépendance énergétique et croissance économique »* (Olivier PEROT, octobre 2017). Le Président de France Energie éolienne met en lumière le double intérêt d'utiliser cette source éolienne, écologique comme nous avons pu le voir dans un premier temps, et économique.

Il est vrai que le secteur dynamique de l'éolien est une source d'emploi durable. Il comporte en effet environ 1 800 établissements sur le territoire et plus de 800 sociétés actives (FEE-Bearing Point Observatoire de l'éolien, Onisep. 2016). Au 30 septembre 2017, la fil re de l'éolien possédait quasiment 15 900 emplois et ce chiffre a connu une croissance de 26,8 % depuis 2013. Cette augmentation est principalement le fruit des progrès technologiques qui ont permis d'accélérer le nombre de projets, ce qui implique une demande plus importante de main d'œuvre. De plus, le panel de métiers dans l'éolien est vaste. Les paysagistes, chefs de projets, ingénieurs ou encore techniciens de maintenance en sont des exemples. Avec les objectifs établis pour les prochaines années à venir, nul doute que ces chiffres vont encore augmenter et que le secteur participera à la croissance économique voulue.

Mais pour pouvoir voir ces chiffres augmenter, il reste tout de même certains points à améliorer pour optimiser la production énergétique grâce à l'éolien en France.

1.2.2. Les obstacles au développement de l'éolien

En France, le développement de projets éoliens rencontre souvent plusieurs obstacles. Le premier est un obstacle de longue date, propre à notre pays. Il s'agit de tout ce qui concerne le domaine juridique. Sans rentrer dans les détails les plus précis, car là n'est pas le but de ce dossier, nous allons voir en quoi les procédures de mise en place d'éoliennes représentent un frein au sein de notre territoire.

Tout d'abord, il faut savoir que les étapes d'un projet éolien sont nombreuses avant d'aboutir à leurs mises en service. Pour nous aider à comprendre, France Energie Éolienne a réalisé une liste chronologique en listant les différentes étapes. Un projet commence par « *l'identification d'un site, une période de concertation avec les collectivités locales et les propriétaires terriens, la réalisation des études environnementales et l'obtention des autorisations administratives. Reste enfin les travaux de préparation du site, l'approvisionnement et le montage des éoliennes, le raccordement au réseau électrique et la mise en service* » (FEE). Il est donc normal que la mise en service prenne du temps, mais les délais des démarches préalables sont trop longs et alourdissent le déroulement du projet. Chaque étape correspond à plusieurs mois d'attente et de validations administratives. En mettant bout à bout ces différentes étapes, on obtient un temps de concrétisation plutôt important de 6 à 8 ans en France, alors qu'à titre de comparaison un projet éolien en Allemagne met entre 2 et 4 ans.

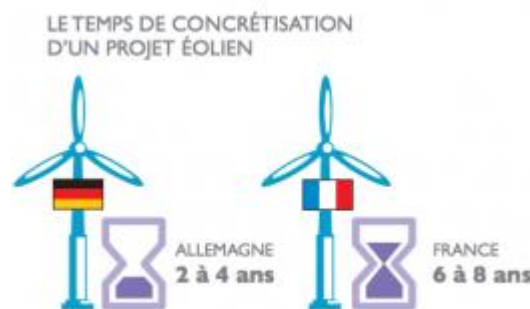


Figure 2 : Comparaison du délai de mise en service d'un projet éolien

Source : France Energie Éolienne

Ces réglementations s'appliquent également sur l'éolien « offshore », c'est-à-dire les éoliennes implantées en mer, et sont en partie responsables du retard de l'éolien français dans ce domaine-là. Si plusieurs projets sont en cours, aucun n'a pour l'instant réellement été mis en service pour l'instant. La seule éolienne présente en mer se trouve au large de Saint-Nazaire, mais ce n'est qu'un prototype. Le gouffre se creuse avec les autres pays européens car plus de 3 600 éoliennes se situent dans les eaux européennes, le Royaume-Uni étant le plus équipé à ce jour (Delphine Simon, France Inter. Novembre 2017). Le fait qu'un projet mette deux fois plus de temps à voir le jour en France par rapport aux autres pays n'est évidemment pas étranger.

Cependant, de nouvelles démarches de simplification de ces procédures sont attendues dans les prochaines années, et de nouvelles lois ont également vu le jour pour alléger les détails juridiques. Par exemple, la loi Brottes a été mise en place en 2013 pour annuler la loi des 5 mâts² mais également les Zones de Développement Éolien (ZDE). Cette loi, initiée par le Président de la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée Nationale, François Brottes, a eu pour but d'accélérer le processus de transition énergétique et de permettre à l'éolien de simplifier son cadre réglementaire. Il n'est dorénavant plus obligatoire de compter au minimum 5 mâts pour pouvoir construire un parc éolien.

² Loi des 5 mâts : La loi des cinq mâts a été initiée par la loi Grenelle II puis abrogée en 2013. Tout projet devait compter au minimum cinq mâts. Cette règle avait pour objectif d'éviter le mitage du territoire. (Maxime DEMADE. 2016)

Pour résumer, le potentiel éolien en France n'est aujourd'hui pas exploité à son maximum. Les ambitions sont claires : développer ce secteur, que ce soit sur terre ou en mer, pour devenir une nation phare de l'éolien. Tous les efforts seront portés pour faire en sorte que les objectifs soient atteints. Cela passe par une rectification des points faibles que connaît l'éolien, qui a d'ores et déjà été amorcée avec la simplification des procédures.

En somme, tout porte à croire que le paysage de nos régions françaises sera de plus en plus équipé d'éoliennes.

Nous avons pu voir développement de l'éolien est bénéfique pour l'écologie et pour l'économie, c'est pourquoi tous les français devraient en théorie se réjouir de l'implantation d'éoliennes sur le territoire. Mais il est clair que ce n'est pas le cas. La population directement impliquée dans les projets éoliens ne se satisfait pas toujours de voir une éolienne à quelques pas de sa résidence et les associations de pêcheurs et de protection des écosystèmes font souvent part de leur mécontentement eux aussi, à tel point que cette population représente le frein le plus important à la réalisation de tels projets. Avant de nous intéresser de plus près à ce sujet et au fait d'impliquer la population dans de tels projets d'aménagements, il me paraît nécessaire d'introduire les concepts de concertation, d'acceptabilité sociale et de démocratie participative.

Partie II. La concertation de la population : les contours du concept

II.1. Notions de concertation et de participation citoyenne

II.1.1. Définition

Le terme « concertation » est un dérivé du vieux mot *concert*, dont la définition est un « accord, une harmonie entre personnes ou groupes de personnes » (Larousse). À partir de cette étymologie du mot, nous pouvons d'ores et déjà dégager une tendance à l'action collective, à la volonté d'aboutir à un but commun, même si au départ les volontés de chaque individu ne sont pas les mêmes. Dans une prise de décision collective, la concertation est souvent associée aux concepts de consultation et de négociation. Cependant, là où ces deux notions se caractérisent, respectivement, par la seule volonté d'obtenir l'avis d'un public pour la première, et par l'intention de mettre fin à un conflit, à un différend, pour la deuxième, l'objectif de la concertation est de trouver une solution ensemble à un problème d'ordre collectif, pour des acteurs individuels ou collectifs (Hubert Touzard, 2006). Il y a ici une volonté d'agir ensemble dès la souche d'un problème ou d'un débat, pour éviter au maximum tout conflit d'intérêt qui, s'ils sont présents malgré tout, seront réglés lors de la négociation.

La concertation est aussi, et avant tout, une forme de participation. Pour être plus précis, il s'agit d'un niveau de participation qui consiste à échanger et à discuter avant d'adapter les différentes propositions pour pouvoir se « projeter ensemble » (Figure 2).

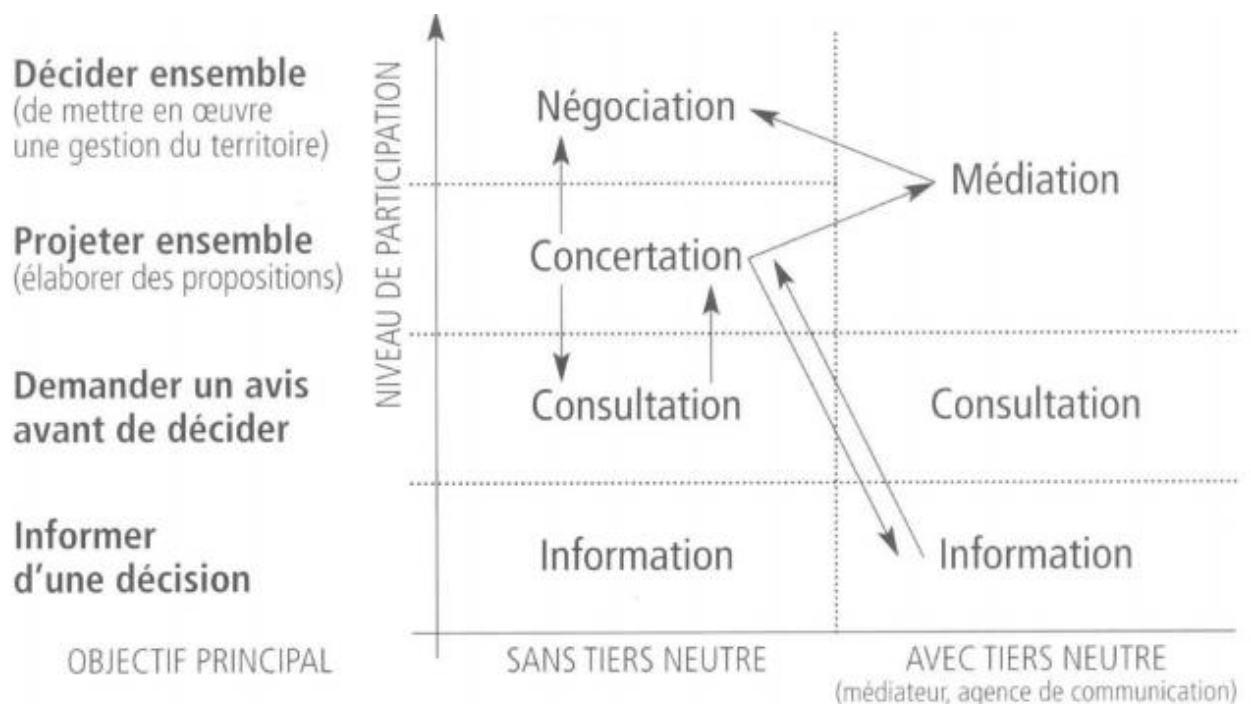


Figure 3 : Schéma des niveaux de participation

Source : concertation et démarches participatives, des outils au service d'un dialogue territorial. Réseau Rural et Périurbain Ile-de-France.

Le schéma ci-dessus montre bien que si le but n'est pas atteint à travers une concertation entre les parties prenantes, il faudra négocier. Ceci peut être réalisé grâce à une personne extérieure aux discussions du projet (donc sans avis direct sur les problèmes rencontrés). Cette personne est appelée un médiateur. Lorsqu'elle est mise en application sur des projets d'aménagement du territoire, la concertation est un procédé qui est forcément présent. En effet, un projet ne peut pas aboutir avec seulement la volonté d'un individu ou d'une entreprise. Le développement d'un projet passe par une phase de dialogue et de partage des informations entre les différentes entités touchées d'une manière ou d'une autre par le projet : les sociétés et/ou entreprises en charge, le territoire et ses élus, l'État, les associations, ...

Cette concertation permet d'impliquer tous les acteurs du projet dans le but de trouver des accords, de résoudre des problèmes potentiels. Elle est présente lors de la phase de planification, en amont, lorsque les démarches sont initiées, lorsque le territoire est ciblé et lorsque les décisions de réalisation sont prises. Mais on la trouve également lors de la réalisation en elle-même, car des réunions sur l'état d'avancement sont en général tenues régulièrement pour être sûr que les objectifs seront atteints *in fine* dans la durée adéquate, et avec le financement en question.

Se concerter permet donc aux différents acteurs de créer des liens dans le but d'appréhender les enjeux relatifs au projet. La concertation peut s'opérer à différents niveaux. Si l'on prend l'exemple de l'éolien, il en existe deux. Le premier correspond au niveau local, ce qui signifie une « mise en place d'un comité de suivi d'un projet par exemple, ou bien élaboration d'un plan local éolien, à l'échelle d'une Communauté de Communes » (Énergivie, 2005). Le deuxième s'applique à une échelle plus large, au niveau départemental (ou régional). On y retrouve une implication de l'État et des collectivités territoriales lorsque l'implantation d'un parc éolien, ou de tout autre aménagement, est réalisé à l'échelle départementale (ou régionale). Le rôle de cette concertation est alors « d'encadrer ces développements, de s'assurer du suivi des procédures, dans un souci d'aménagement concerté du territoire » (Énergivie, 2005).

Depuis un certain temps, le concept de concertation est souvent associé directement à la population et à son implication dans les projets d'aménagement. « Concerner » renvoie quasi-automatiquement à la notion d'action publique, où l'habitant doit non seulement savoir ce qu'il se passe sur son territoire mais doit aussi être capable d'exprimer ses désirs ou ses mécontentements. La participation du citoyen, ou concertation de la population, est un terme vaste qui peut se décliner en différents niveaux et qui va concentrer toute notre attention lors de cette étude.

II.1.2. Une participation citoyenne à différentes échelles

Avant de s'intéresser aux différents degrés de participation de la population dans les projets, tachons tout d'abord d'en donner une définition, un sens. Une définition très formelle peut se dégager, désignant la participation citoyenne comme « *un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté* » (Pierre André, 2012).

À travers cette définition, on comprend qu'il s'agit d'apporter son opinion, son avis, en tant que « personne ordinaire », c'est-à-dire quelqu'un qui n'a pas les connaissances et les compétences techniques sur tel ou tel sujet. Mais en creusant un peu plus, certains écrivains et sociologues ont pointé du doigt une notion essentielle à la compréhension de ce qu'est réellement la participation : le pouvoir du citoyen. Sherry Arstein s'est ainsi essayé à extraire une définition de ce concept, utilisant la notion de pouvoir du citoyen (*citizen power*) :

*“My answer to the critical what question is simply that citizen participation is a categorical term for **citizen power**. It is the redistribution of **power** that enables **the have-not citizens**, presently excluded from the political and economic processes, to be deliberately **included in the future**. It is the strategy by which the have-nots join in determining how information is shared, goals and policies are set, tax resources are allocated, programs are operated, and benefits like contracts and patronage are parceled out”* (Sherry Arstein, 1969)

Traduction : ma réponse à la question critique de qu'est-ce que la participation des citoyens est un terme catégorique renvoyant au **pouvoir des citoyens**. C'est la redistribution du **pouvoir** qui permet aux **citoyens démunis**, actuellement exclus des processus politiques et économiques, d'être délibérément **inclus dans le futur**. C'est la stratégie par laquelle les personnes défavorisées se joignent pour déterminer comment l'information est partagée, comment les objectifs et les politiques sont fixés, comment les ressources fiscales sont allouées, comment les programmes sont exploités, et comment les avantages comme les contrats et le favoritisme sont morcelés.

Même si la traduction du terme « have-not citizens » en « citoyens démunis » est un peu forte, l'idée est bien là. La population croit parfois être impliquée alors que son avis ne comptera pas lors de la décision finale. Le pouvoir de ses idées est souvent très faible, voire inexistant, et on ne peut ainsi pas parler de participation. C'est pourquoi S. Arstein a établi une classification des différents degrés de participation, rassemblés dans une échelle à 8 étages, « *The ladder of citizen participation* » (Trad : L'échelle de la participation citoyenne ; Figure 3).

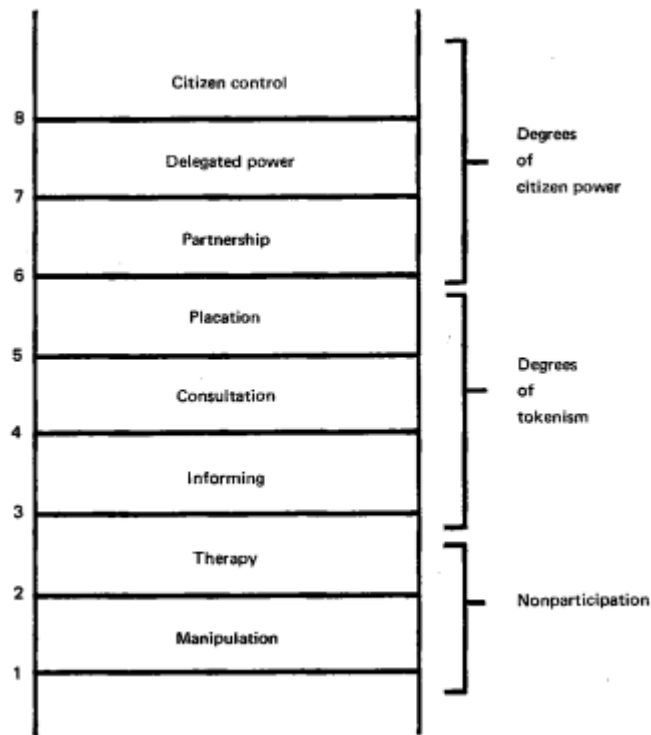


Figure 4 : L'échelle de la participation citoyenne.

Source: Arnstein, S. R. (1969). « A Ladder of Citizen Participation », Journal of American Institute of Planners, vol. 35, no 4, p 217.

Grâce à cette classification, on peut maintenant savoir si la population participe réellement aux décisions. Cela va nous aider à comprendre et à analyser le concept.

Les deux premiers paliers de l'échelle que sont la *manipulation* et la *thérapie* correspondent à une idée de « non-participation » des citoyens. L'objectif des instances et des acteurs est ici d'éduquer la population (S.Arnstein, 1969), sans que leur avis ne soit pris en compte.

Les niveaux 3 et 4, correspondant respectivement à *l'information* et la *consultation* relatent d'une certaine coopération entre les deux parties. Une coopération qui n'est au fond que symbolique, dans le sens où même si les citoyens peuvent à ce stade entendre les informations et être entendus sur le sujet, leur voix ne pèsera pas bien lourd dans la balance lors de la décision finale, surtout si leur position diffère de celle des décideurs du projet. Lorsque la participation est limitée à ces échelons, « il n'y a pas de suivi [...] donc aucune assurance de changer le statut quo » (S.Arnstein, 1969). Le niveau 5, que l'on peut traduire par la *conciliation*, est très certainement le stade qui se rapproche le plus du concept de la concertation, abordé précédemment. On peut ainsi parler de coopération un peu plus que symbolique, plus réaliste.

Enfin, les trois derniers étages de cette échelle représentent un réel pouvoir de décision des citoyens, leur parole est directement intégrée au processus d'élaboration du projet, de deux manières différentes. Leur parole peut compter dans le cadre d'un *partenariat* (échelon 6) entre les deux parties. Ceci peut se traduire par des négociations entre citoyens et décideurs, si le stade de la concertation a été franchi et que certains désaccords persistent. Ou alors, les citoyens peuvent avoir la majorité du

pouvoir de décision si l'échelon de la *délégation de pouvoir* ou même celui du *contrôle citoyen* sont atteints (stades 7 et 8). Il est cependant plutôt rare qu'un tel niveau soit atteint.

II.2. Une volonté d'impliquer la population dans les projets d'aménagement

II.2.1. La démocratie participative comme nouvel outil

De nos jours, la concertation de la population est de plus en plus répandue dans les projets d'aménagement. La participation citoyenne est rentrée dans les mœurs. Si l'on prend comme référence l'échelle d'Arnstein vue précédemment, cette participation correspond entre autres aux échelons 3, 4, 5 et 6. En effet, elle ne correspond ni à une manipulation ou une thérapie, et on n'est clairement pas au stade où la population obtient la majorité du pouvoir de décision. Les citoyens sont ainsi dans la majeure partie des cas informés d'une part, puis consultés dans un second temps. Dans certaines situations un partenariat est envisagé entre les autorités directrices et la population, représentés en général par une association de citoyens.

Cette concertation aujourd'hui bien présente est le fruit des deux composantes. La première est celle de la réglementation. À partir des années 70, de nombreuses démarches ont encouragé les autorités, les pouvoirs publics et les entreprises promotrices de projets à intégrer la population. Certaines d'entre elles ont même abouti en une création de loi. La frise ci-dessous retrace 40 ans d'association du public aux projets avec les dispositifs les plus importants.

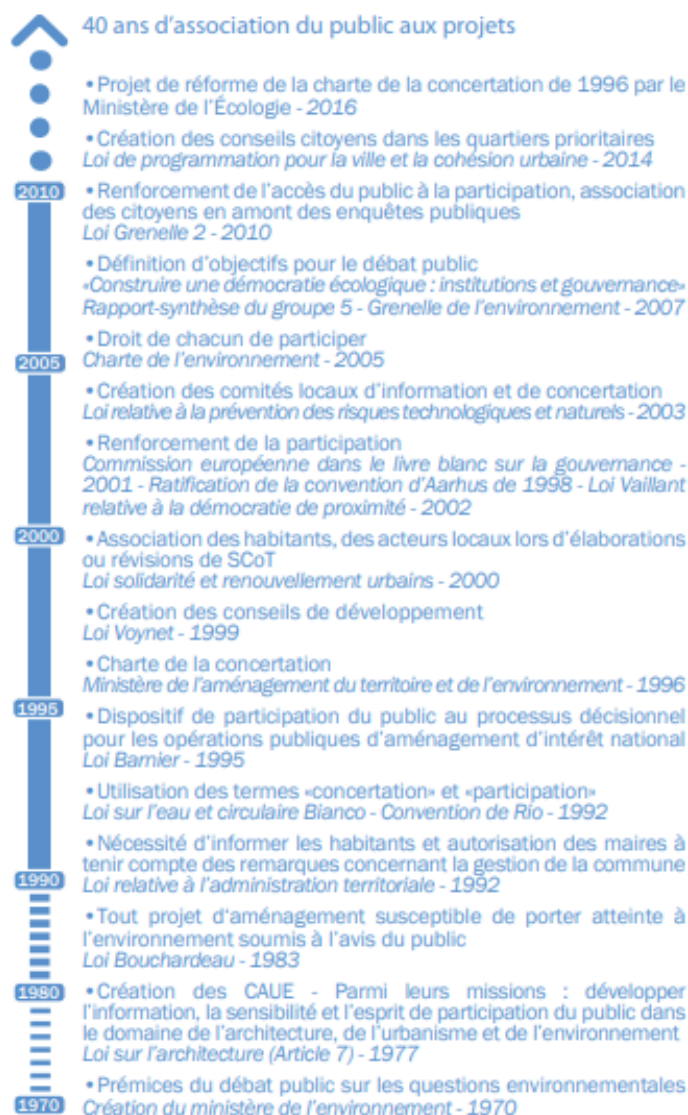


Figure 5 : Les principales lois et démarches de l'intégration de la participation citoyenne dans les projets d'aménagement et d'environnement depuis 1970.

Source : CAUE Atelier Urba, la concertation en urbanisme et aménagement, Octobre 2016.

Ces obligations réglementaires sont régies principalement par les codes de l'urbanisme et de l'environnement. C'est, en effet, l'apparition des préoccupations environnementales dans les années 70 qui a introduit le concept de la participation en France mais aussi à l'échelle mondiale, apparaissant par exemple dans différents textes internationaux : convention d'Aarhus³, sommet de Rio⁴. C'est, par la suite, au début des années 80, qu'en termes d'urbanisme la consultation des citoyens devient obligatoire, au moment où la France est plongée dans le contexte de la décentralisation. Cela se traduit

³ Convention d'Aarhus : elle est adoptée le 25 juin 1998 par la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-NU), et ratifiée par la France le 8 juillet 2002 (entrée en vigueur le 6 octobre 2002). Elle offre au citoyen un rôle et une place dans les débats environnementaux car « Toute personne a le droit d'être informée, de s'impliquer dans les décisions et d'exercer des recours en matière d'environnement » (Tout sur l'Environnement).

⁴ Sommet de Rio : appelé aussi « Troisième sommet de la Terre », il est tenu en 1992 à Rio de Janeiro. Conférence qui a abouti à une création d'un programme d'actions environnementales pour le XXI^e siècle (Agenda 21).

par la mise en place de la loi Bouchardeau⁵ qui a pour objet d'informer le public sur le projet, mettant en avant le stade informatif (niveau 3 de l'échelle d'Arnstein) de la participation citoyenne.

S'en suivent plusieurs autres lois et démarches, dont on peut tout de même citer le Grenelle de l'Environnement⁶ qui a renforcé l'accès du public à la participation sur les enjeux environnementaux.

La deuxième composante correspond à la multiplication des démarches participatives pour des projets de territoires, initiée par les acteurs locaux. L'implication des citoyens dans des aménagements urbains, des projets de requalification d'une parcelle sur un territoire ou l'implantation de champs d'éoliennes par exemple a été expérimentée de nombreuses fois. En impliquant la population, que ce soit par un procédé d'information, de consultation, de concertation ou même de co-production, les avantages sont nombreux.

Tout d'abord, le projet connaîtra certainement une amélioration car il répondra de manière plus adéquate aux attentes. La connaissance du territoire par la population est forcément un plus pour redessiner le contour des enjeux, qu'ils soient économiques, sociologiques ou environnementaux. Le projet sera alors enrichi par le savoir des citoyens. Par ailleurs, cette démocratie participative permet une meilleure acceptation de la part des habitants, et diminue le risque de conflit. En étant au minimum mis au courant de ce qu'il se passe sur leur territoire, les riverains seront moins susceptibles de protester leur mécontentement de façon violente.

Cette démarche est cependant à double tranchant car elle place les autorités en confrontation directe avec les habitants. En effet, en laissant la parole à un grand nombre de voix, il sera difficile voire même inenvisageable de satisfaire les demandes de tout le monde et cela peut mener à une frustration de la part des personnes concernées.

Ces deux aspects conjugués (les réglementations et la multiplication des démarches participatives) sont la base de ce qu'on appelle la démocratie participative. Un concept qui constitue, pour résumer, la dimension politique de la participation citoyenne. Aujourd'hui bien en place sur nos territoires, son développement a été aidé par la montée en puissance des nouvelles technologies.

II.2.2. L'arrivée des nouvelles technologies : un pas en avant pour la participation citoyenne

Il y a de nombreuses façons de mettre en pratique cette démarche de démocratie participative et cette concertation de la population. À l'échelle communale, la plus formelle reste la participation au Conseil Municipal, qui autorise les citoyens à y participer pour s'informer des actualités d'un territoire. Mais cette approche est souvent méconnue de la population. Pour y participer, c'est à elle de faire l'effort de s'informer pour savoir où et quand sera tenue cette réunion trimestrielle. Ce n'est donc pas la manière la plus efficace pour toucher le plus grand nombre de personnes. Il y a également la possibilité d'organiser des réunions publiques dans un lieu bien précis du territoire (place

⁵ Loi Bouchardeau (1983) : « Loi relative à la démocratisation de l'enquête publique et à la protection de l'environnement » (S. Le Floch, 2011).

⁶ Grenelle de l'Environnement : « Négociations politiques organisées en France en 2007 sous l'impulsion du gouvernement Fillon, ayant comme objectif de réunir l'ensemble des responsables des secteurs concernés par les questions environnementales (gouvernement, ONG, associations professionnelles) afin de prendre des décisions à long terme. "Grenelle" est une référence aux accords de Grenelle de mai 1968 et à la réunion des représentants des différents acteurs de la société. » (Conso Neo, Lexique)

municipale, site d'implantation du projet), ou des enquêtes de terrain à travers des questionnaires ou des entretiens avec le public concerné.

Si ces différents exemples permettent d'obtenir des résultats satisfaisants, l'ère du numérique dans laquelle nous nous trouvons a permis d'accélérer le processus. Ces nouvelles technologies de l'information et de la diffusion de celles-ci ont en effet largement contribué à l'expansion du phénomène de participation citoyenne. Internet en est certainement le meilleur exemple. Elles sont rassemblées sous l'appellation TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).

La place du citoyen a évolué, et les TIC lui font même franchir un palier supplémentaire dans la volonté de concertation de la population. En effet, « *la massification des usages d'internet, induite en grande partie par l'arrivée des outils interactifs et collaboratifs du Web 2.0, a largement permis de démocratiser l'expression publique. En donnant la possibilité à tout internaute « ordinaire » de prendre la parole et de la rendre visible, le web dans sa version 2.0. a conduit à un processus inédit d'élargissement de l'espace public* » (P. Brotcorne, 2012). Ainsi, il est de plus en plus facile pour un citoyen lambda de se tenir informé d'une part, mais aussi d'être approché par les « gouvernants » afin d'obtenir leur point de vue.

Dans un premier temps, à travers les nouvelles interfaces que sont les ordinateurs portables et les smartphones, il est maintenant possible d'accéder à de multiples données concernant les territoires. Des données allant de la cartographie (le site Géoportail qui permet d'accéder à des données géographiques de l'ensemble du territoire français : cadastre, routes, cartes historiques, etc. est un bon exemple), au numérique, données chiffrées sur les caractères socio-économiques des territoires (Exemple de site internet : Insee), en passant par de simples comptes-rendus de réunions administratives ou encore des descriptions de projets d'aménagement.

Dans un second temps, l'opinion de la population peut être perçue grâce aux nouvelles technologies. Les questionnaires en ligne par exemple permettent aisément de poser des questions à la population, qui reçoit le formulaire par email ou par l'intermédiaire des réseaux sociaux. D'autres exemples comme les sites collaboratifs sont également à signaler.

Les nouvelles technologies appliquées à la participation citoyenne et la concertation de la population introduisent ainsi une nouvelle forme de citoyenneté que l'on peut appeler l' « e-citoyenneté » (ou e-démocratie).

II.3. La notion d'acceptabilité sociale

Il me semblait également important d'aborder une notion primordiale lorsque l'on s'intéresse aux projets d'aménagement du territoire, qui plus est lorsque ceux-ci répondent à un besoin national comme la transition énergétique et la notion d'acceptabilité sociale. Ce concept reste difficile à définir car c'est une notion nouvelle qui est apparue au fur et à mesure que la population protestait contre la mise en place d'un projet. L'acceptabilité sociale s'est développée depuis le début des années 2000 où, aux quatre coins de la planète, les projets d'envergure ont commencé à générer de nombreuses contestations sociales. En effet, « ces mobilisations sociales ainsi que les (tentatives de) réponses apportées par les promoteurs et les décideurs, privés et publics, sont de plus en plus envisagées sous l'angle de l'acceptabilité sociale » (P. Batalier, 2016).

Si l'on devait tout de même donner une définition de l'acceptabilité sociale, elle pourrait représenter un « *assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, incluant le statu quo* » (C.Gendron, 2014). Le concept pourrait aussi être considéré comme « *un enjeu central des processus de gouvernance à l'échelle locale et régionale, et consiste en un outil de gestion territoriale centré sur les acteurs locaux, qui vise à une réduction des conflits* » (P.Batellier, 2015).

Les deux éléments clés qui se dégagent sont la notion de jugement collectif et la volonté de réduire les conflits. Il ne s'agit pas de mettre bout à bout les désaccords individuels propre à chaque individu, mais plutôt de se soulever en tant que groupe sur un désaccord commun.

Le syndrome NIMBY (Not In My Back Yard, traduction : "Pas Dans Mon Jardin") auquel l'acceptabilité sociale est souvent associée représente ce phénomène de personnes égoïstes qui font part de leur mécontentement uniquement dans un intérêt personnel et non pas dans l'intérêt collectif. Ces personnes n'essayent pas de comprendre les répercussions d'un projet à une échelle globale, elles sont seulement préoccupées par les répercussions qu'il y aura sur leur bien être personnel. Il est donc important d'avoir une bonne communication sur son projet si l'on est promoteur (ou l'autorité en charge) pour que la population soit informée d'une part et concertée dans un second temps. La concertation de la population prend alors tout son sens dans cette notion d'acceptabilité sociale car celle-ci n'est pas seulement synonyme de désaccord. Si le processus de concertation est réalisé en amont de la réalisation du projet, les chances d'avoir la population de son côté et donc une acceptabilité sociale que l'on peut qualifier de « positive » augmentent. Dans l'autre cas, si la participation citoyenne est envisagée alors que le projet est déjà lancé et que les décisions sont déjà prises, la population ne sera qu'informée et les risques de mouvements sociaux seront plus importants. La population aura l'impression de s'être fait manipuler.

Cette notion de timing est la frontière qui sépare l'acceptabilité sociale et l'acceptation sociale. Deux concepts qui sont souvent confondus. Elle est d'une importance capitale car le fait d'impliquer la population dès les esquisses d'un projet démontre la volonté de construire ensemble. Les citoyens se sentent ainsi importants. Dans l'autre cas, la population va se sentir délaissée et ignorante. Les différences entre ces deux notions ont été rassemblées dans un tableau réalisé par Pierre Batellier (Cf. Figure 5).

Deux paradigmes ?	« Acceptation sociale »	« Acceptabilité sociale »
Question clef	Comment ?	Pourquoi ?
Moment (Timing)	En aval de la décision	En amont de la décision
Conception de la mobilisation citoyenne	Population ignorante Inquiétudes injustifiées Problème d'attitudes « réfractaires »	Intelligence citoyenne à valoriser et intégrer. Désir de contribuer ENSEMBLE au projet / changement
Initiative	Entreprise : démarches volontaires et codes de conduite	Entreprise et instances de responsabilité publique (gouvernement, BAPE, INSPQ, etc.)
Sujet des échanges	Bon voisinage (politesse) Bon citoyen (philanthropie) Atténuation des impacts / « accommodements raisonnables »	Décision du projet Définition des termes de l'évaluation du projet : démonstration de la « plus-value sociale »
Approche « scientifique »	Science technique et économique	Science complexe, interdisciplinaire (nécessité d'un dialogue des savoirs)
Outils	Information et éducation de la population / Marketing social Consultation Relations publiques	Communication Participation de la population. Concertation Relations communautaires
Sens des apprentissages	Unidirectionnel : de l'entreprise vers la communauté	Bidirectionnel : �changer pour construire des apprentissages communs
Prise de décision	Rapide et génératrice de conflits	Plus lente et pertinente
Relations avec le pouvoir public	Lobbying. Conformité réglementaire	Engagement politique responsable Amener le gouvernement dans le contexte de dialogue commun
Pérennité de la décision	Faible (fortes contestations)	Forte (consensus social)

Figure 6 : Différences entre Acceptation sociale et Acceptabilité sociale

Source : Batellier, 2012.

Il est donc important pour les promoteurs, à mon sens, d'effectuer une concertation au préalable pour maximiser les chances d'atteindre l'acceptabilité sociale, pour minimiser les contestations et ne pas se trouver en position d'aller négocier l'acceptation de la population.

II.4. Négociation et transaction sociale comme alternatives à la concertation

Nous connaissons maintenant le sens de ce qu'est la concertation, mais il me semblait intéressant de creuser un peu plus le loin pour voir les alternatives de ce concept. La concertation de la population est là pour régler les conflits sur un sujet dans une démarche de co-construction entre les différents acteurs d'un projet d'aménagement et les habitants. Mais il se peut que, malgré toute la bonne volonté de chacune des parties prenantes, le conflit persiste à terme, chacun campant sur ses positions. On peut alors supposer que le processus de concertation n'a pas abouti. La solution pour résoudre ce problème doit alors passer par une forme de consensus, que ce soit par une négociation ou alors par la mise en place d'un concept peu connu nommé « transaction sociale ».

La première forme citée n'est autre que le stade supérieur à la concertation, explicitée brièvement plus tôt dans ce dossier (Cf. Figure 3). La négociation peut être assimilée à une forme de marchandage, ou, si l'on se réfère à la définition du dictionnaire Larousse, peut être associée à des « discussions, [des] pourparlers entre des personnes, des partenaires sociaux, des représentants qualifiés d'États menés en vue d'aboutir à un accord sur les problèmes posés ». On retrouve ici la volonté de régler un conflit coûte que coûte et de trouver une solution finale au problème initial. Chaque partie à ses intérêts, le but étant d'essayer de trouver un juste milieu pour satisfaire tout le monde dans la mesure du possible. Cela implique pour les promoteurs d'avoir de vraies compétences en négociation. En ce qui concerne le domaine de l'éolien, la France a beaucoup à apprendre des pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark) dont les compétences en la matière sont beaucoup plus développées, couplées par ailleurs par d'autres compétences juridiques réelles.

Dans des projets de territoires, la négociation est remplacée peu à peu par un concept récent qui n'est autre que la transaction sociale.

Pour essayer de comprendre cette notion, le point de départ sera le travail réalisé en 2015 par José SERRANO, en collaboration avec Joëlle FOREST et Abdelillah HAMDouch, où l'on peut voir une mise en application directe de ce qu'est la transaction sociale à travers un conflit qui oppose la population à des industriels du recyclage des déchets. Comme l'éolien, c'est un domaine important dans l'optique de développement durable.

J.Serrano différencie les deux sujets par une fine frontière. En effet, tandis que la négociation est associée à la notion d'intérêt, « la transaction sociale s'intéresse davantage aux relations entre les acteurs qu'à l'objet même de la négociation. Il permet de mettre en évidence des échanges symboliques qui peuvent se produire au cours d'un conflit. Ces échanges consistent en un réarrangement des valeurs portées par les protagonistes. C'est la relation entre les protagonistes qui évolue. L'échange de valeurs ne résout pas forcément le conflit, les tensions peuvent demeurer. Cependant, à la faveur d'un échange symbolique, la coexistence des acteurs devient possible alors qu'au départ leurs positions étaient inconciliables. » (J.Serrano, 2015).

À travers cette esquisse de définition, on remarque que la transaction sociale est un échange qui met en lumière les relations humaines au sens propre du terme, sans avoir recours à des jeux de pouvoir entre les parties prenantes (se référer à la « théorie des parties prenantes », *stakeholders theory*, de

Robert E. Freeman⁷). Le but étant d'impliquer l'ensemble des acteurs. Pour être encore plus complet sur la transaction sociale, nous pouvons également citer le sociologue Jean REMY, pour qui « *la transaction sociale attire l'attention sur les jeux multiples entre le rationnel et l'affirmation de sens, le formalisé et le diffus, le continu et le discontinu, l'interaction et l'interdépendance* ».

Grâce à ces deux premiers chapitres, nous avons pu voir dans un premier temps que le développement de l'éolien en France est en pleine croissance. Le pays s'est fixé des objectifs écologiques et économiques et met tout en œuvre pour se donner les moyens de les atteindre dans les prochaines années, faisant de la transition énergétique par le secteur de l'éolien une opération d'intérêt général dans laquelle chaque individu a un rôle à jouer. Dans un second temps, nous avons pu aborder le thème de la concertation de la population dans un projet d'aménagement. Ce concept peut se rattacher à plusieurs autres notions que sont la participation citoyenne, la démocratie participative ou encore l'acceptabilité sociale.

La troisième partie de ce dossier ne sera ni plus ni moins que le croisement entre les deux grands thèmes déjà abordés. En d'autres termes, nous allons étudier l'implication et la concertation de la population appliquées dans des projets d'implantation d'éoliennes sur le territoire français. Si l'éolien était au départ vu d'un bon œil par l'opinion publique grâce à son côté écologique, il demeure aujourd'hui un secteur mis à rude épreuve par les mouvements sociaux auquel il est sujet. Le mouvement anti-éolien se développe de plus en plus dans nos campagnes et de nombreux projets finissent en justice.

Le but sera d'abord de comprendre pourquoi l'éolien fait face à autant de vents contraires et pourquoi il est devenu une menace pour une certaine partie de la population. Ensuite, nous allons étudier le processus de concertation de la population dans ce secteur précis et voir s'il peut (et en quoi il peut) permettre de résoudre ces problèmes d'ordre social.

Enfin, nous nous intéresserons à des exemples concrets de concertation sur notre territoire, en confrontant des concertations que l'on peut qualifier de réussies et d'autres qui ont échoué.

Notre objectif sera ainsi d'apporter l'esquisse d'une réponse à la problématique suivante :

La concertation de la population a-t-elle sa place dans des projets d'intérêt collectif (de dimension nationale voire internationale) tels que la transition énergétique par l'éolien ?

⁷ Pour Freeman, les parties prenantes concernent « tout groupe ou tout individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs d'une organisation ». Ceci signifie que l'entreprise ne doit pas essayer de satisfaire seulement les acteurs financiers affectant l'organisation mais bien un ensemble d'acteurs (« stakeholders ») se sentant touchés de près ou de loin par celle-ci.

Partie III. Pourquoi une concertation dans les projets éoliens ?

III.1. La population directement impliquée source de conflits

Nous avons pu voir qu'il est aujourd'hui très difficile d'imaginer réaliser des aménagements territoriaux sans impliquer d'une manière ou d'une autre la population. Mais dans le domaine de l'éolien, cette implication représente le plus souvent un frein. En effet, l'implantation d'éolienne est plus souvent source d'opposition que d'acceptation de la part du public concerné. Avant de nous attarder sur les raisons d'une telle récalcitrance et sur le fait que l'acceptabilité sociale est un stade souvent difficile à atteindre dans les projets éoliens, essayons d'identifier quelle est cette population qui se met très souvent en travers de tels projets. Le terme « population » est très vague et peut se décliner en différents segments.

III.1.1. Quelle « population » ?

Depuis le début de ce dossier, nous avons utilisé un certain nombre de termes pour se référer à la population. Les termes « habitants », « riverains », « public », « usagers » ou encore « citoyens » ont par exemple été employés pour décrire ce qui s'apparente à la même catégorie de personnes. Il est vrai qu'à première vue, tous ces termes se ressemblent beaucoup et il est difficile d'imaginer une nuance pour chacun d'entre eux. Ils pourraient très bien appartenir à une catégorie qu'on définirait de « personnes résidant sur le territoire concerné par le projet d'implantation d'éoliennes ».

Cependant, les termes d'« habitant », « riverain » et de « citoyen » ne représentent pas exactement le même type de public. Ils sont tous soumis à une proximité géographique du projet d'éoliennes mais leurs façons de penser et leurs relations avec le conflit permet de les distinguer.

Dans un article paru dans Natures Sciences et Sociétés en 2011, Sophie Le Floch confronte ces « figures de la participation dans la turbulence éolienne » pour dégager un portrait social de chacun d'entre eux.

Nous allons ici nous appuyer sur son travail pour essayer de comprendre quel type de public est le plus souvent générateur des conflits auxquels l'éolien fait face.

Tout d'abord, l'étude du public concerné se traduit par une opposition entre le riverain et le citoyen.

III.1.1.1. L'opposition riverain/citoyen

Le riverain peut être caractérisé comme quelqu'un qui est à proximité des éoliennes continuellement. C'est-à-dire qu'il doit faire face chaque jour à la présence de ces objets industriels, soit en les voyant directement depuis sa résidence ou son jardin, soit en les entendant. Il y donc cette proximité immédiate entre la personne et la machine.

De ce fait, le riverain va être celui qui aura envie de contester l'implantation des éoliennes. C'est quelqu'un auquel, si l'on se met à la place du promoteur, il va falloir « écarter l'éolienne afin de minimiser les risques de contestations ». Il est celui qui sera directement exposé à toutes les

perturbations que peut engendrer une éolienne, qui deviendrait même obsessionnelles pour certains riverains qui ont connu cette expérience.

« La vie des personnes peut être affectée, tout en précisant que toutes n'ont pas la même sensibilité : stress, problèmes de sommeil, maladies de peau, etc. Ce qui serait insupportable à certains riverains, ce serait la présence – visuelle, sonore – permanente de l'éolienne à l'intérieur même du foyer domestique, donc au plus profond de la sphère privée. Une présence, non voulue, qui serait susceptible de tourner à l'obsession ; qui, finalement, serait vécue comme une atteinte à l'intégrité même de la personne, de la famille. » (S. Le Floch, 2011).

Le riverain est porteur d'intérêt personnel car l'éolienne impacte sa façon de vivre. Le phénomène NIMBY prend tout son sens ici. Malgré les arguments de la transition énergétique et des retombées économiques pour le territoire, il sera très difficile de lui faire changer son point de vue, et ceci est tout à fait compréhensible, même pour un Maire, comme c'est le cas à travers l'exemple ci-dessous, relatant les paroles d'un Maire d'une commune associée à un projet éolien : *« [Des riverains s'opposent] [parce que, quand ils se lèvent, chez eux, le matin, ils les voient. On peut comprendre. Je ne les blâme pas pour autant, c'est un constat, point. [...]] On habille le refus de la proximité par les arguments plus... économiques, rationnels, etc., qu'on trouve, hein ! »*. Dans certains cas, une dimension marchande peut apparaître, transformant alors le riverain en riverain propriétaire. Le propriétaire entre en négociation avec le promoteur pour obtenir une compensation financière pour faire face quotidiennement aux éoliennes. Ceci permettrait d'adoucir les tensions et d'arrondir les angles entre les deux parties.

À contrario, le citoyen serait « amateur de l'intérêt général et de sa mise en discussion démocratique » (Fourniau, 2008). Il est très peu présent lors des débats entre pro et anti-éoliens lors de la mise en place d'un tel projet, au grand dam des acteurs de l'éolien (promoteurs, collectivités). C'est une figure idéaliste qui pourrait s'apparenter à un « individu capable de débattre des enjeux énergétiques à différentes échelles, de délibérer à propos des orientations collectives » (Le Floch, 2011). Sa présence n'est pas encore très développée car cela implique d'avoir des connaissances à la fois économiques et énergétiques sur le domaine qu'est l'éolien. Il existe cependant des organisations d'opposants agissant en quelque sorte comme porte-parole des riverains délaissés. Ces associations sont en recherche de démocratie et sont ouvertes au débat, à la discussion, pour trouver les solutions adéquates pour leur territoire, même s'il s'agirait plus « d'une démocratie de proximité, où la légitimité de parole tient d'abord à la proximité spatiale avec l'objet dont on parle ». La notion de proximité revient et on se retrouve dans une situation d'intérêt personnel plutôt que d'intérêt général.

III.1.1.2. La notion d'habitant émerge

Parallèlement à cette opposition entre le riverain et le citoyen, une nouvelle dimension de la population semble émerger, il s'agit de la figure de l'habitant. Ce terme « *est porté par une réinterprétation de la question du paysage par les acteurs du développement éolien, au premier rang desquels les acteurs publics et des acteurs privés impliqués dans les études liées aux projets, dont des paysagistes* » (S. Le Floch, 2011).

La relation homme/espace prend alors tout son sens dans cette notion, et on peut définir ainsi l'habitant comme « *l'individu pratiquant l'espace régulièrement voire quotidiennement. Ce faisant, il est un acteur territorial à part entière. Il demeure dans cet espace sans pour autant avoir une activité l'amenant à réfléchir sur ses conditions d'habiter ni sur ses pratiques spatiales. Pourtant, il est en interactions perpétuelles avec l'espace, avec lequel il tisse des liens* » (M. Demade, 2016).

L'habitant prend ici, en quelque sorte, la place du riverain, dans le sens où le problème n'est plus de savoir à quelle distance l'éolienne va se trouver de sa maison, et donc de sa bulle personnelle, mais plutôt de savoir en quoi l'éolienne va impacter le paysage du territoire auquel il appartient. Cependant, la ligne qui sépare ces deux types de public est très fine, et le risque que l'on confonde riverain et habitant est fort. Si elle est franchie, il y aurait ici une tendance à vouloir être mis à l'écart du projet d'implantation d'éoliennes, c'est-à-dire une volonté d'être laissé tranquille dans son environnement personnel. Dans ce cas, l'idée d'action collective n'est plus d'actualité.

Dans l'autre cas, si l'habitant est considéré comme un être « géographique », sa participation et son implication dans de tels projets pourraient être prometteuses et pourrait relever d'un intérêt commun. Il y a donc l'espoir d'avoir un être participant au projet dont les motivations ne sont ni marchandes (riverain), ni socio-politiques (citoyen). Cette personne aurait pour but d'intégrer les dimensions géographiques et paysagères. L'habitant serait ainsi « *un être humain géographique [...] vivant les changements de son environnement – un environnement où local et global sont en interrelation –, voire [en] y participant* » (S. Le Floch, 2011).

III.1.2. Les raisons d'une acceptabilité sociale difficilement atteignable dans l'éolien

Cette dernière définition de la figure de l'habitant m'a permis d'introduire la notion de relation entre l'Homme et son environnement. La dimension géographique qui en découle et plus particulièrement le fait qu'une éolienne, étant donnée sa taille et son aspect industriel, modifie le paysage du territoire, est une des principales sources de conflit. Elle représente un frein dans la volonté qu'ont les promoteurs d'atteindre l'acceptabilité sociale. La mise en place de tels projets de champs d'éoliennes a un impact indéniable sur son environnement, ce qui rend les habitants d'autant plus réticents à l'idée de voir ces immenses turbines faire partie intégrante de leur paysage. Un impact qui peut être de différentes natures.

Le premier impact est d'ordre visuel. La première chose à savoir est que dans de tels projets de production d'énergie, la taille d'une éolienne est comprise en général entre 100 et 160 mètres de haut. C'est un objet industriel colossal qui ne passe bien évidemment pas inaperçu, d'autant plus lorsque l'on doit faire face à plusieurs d'entre elles. Les habitants qui sont très attachés à leur territoire n'ont donc pas forcément envie que celui-ci soit modifié. Ils voient cela comme de la pollution visuelle, car les éoliennes enlaidissent le paysage.

Lorsque la population se mobilise contre les projets, cet aspect est souvent mis en avant par les habitants les plus téméraires, le but étant de rassembler le plus de personnes possibles à leur cause commune. Les éoliennes peuvent être aperçues à plusieurs kilomètres lorsque la topographie le permet. C'est pourquoi, dans de nombreux cas, les associations qui contestent les projets éoliens

s'essaient à des photomontages pour que la population se rende compte de ce que le paysage sera en présence des éoliennes (Cf. Figure 6).



Telle serait la vue sur la forêt domaniale de Humont, si le projet aboutissait, en reprenant les données de l'opérateur...

Figure 7: Photomontage représentant l'insertion d'éoliennes dans le paysage d'un territoire vosgiens

Source : <http://www.avenirpatrimoine88.com/page/5/>

À travers cet exemple, on remarque la volonté de sensibiliser l'ensemble des habitants à ce que va devenir leur paysage après l'implantation d'éoliennes.

Le deuxième impact est d'ordre sonore. C'est une réalité, une éolienne produit de l'électricité mais également du bruit. Et cette donnée représente souvent une nuisance pour les personnes se trouvant à proximité de tels engins, comme le riverain qui entend le bruit depuis sa maison ou son jardin. Ce son perpétuel, dans certains cas, peut affecter la vie de ces personnes : « *stress, problèmes de sommeil, maladies de peau, etc. Ce qui serait insupportable à certains riverains, ce serait la présence – visuelle, sonore – permanente de l'éolienne à l'intérieur même du foyer domestique, donc au plus profond de la sphère privée. Une présence, non voulue, qui serait susceptible de tourner à l'obsession ; qui, finalement, serait vécue comme une atteinte à l'intégrité même de la personne, de la famille.* » (S. Le Floch, 2011).

Il peut y avoir un effet sur le sommeil des personnes, et même d'une manière plus générale sur leur santé. Car outre les effets sonores directement audibles, il a été prouvé que les éoliennes émettaient également des infrasons, dont la résonance avoir des répercussions (minimes certes, mais non négligeables) sur le corps humain.

Un troisième impact apparaît ensuite, plus d'ordre écologique. Il s'agit de l'impact sur la biodiversité. Pour introduire cet aspect, prenons un passage du travail réalisé par Geraint Ellis et Gianluca Ferraro réalisé en 2016 sur l'acceptation sociale de l'énergie éolienne :

“The potential impact of wind energy projects on certain species has also been articulated as a driver of opposition from some ecology interests or integrated into more general arguments against

specific projects. Again, there is a diverse and complex body of research on this issue, making it difficult to generalise. However, the greatest concerns have been related to the impacts on birds and bats. It has been suggested that turbines kill hundreds of thousands of birds each year."
(G. Ellis, G. Ferraro, 2016)

Traduction : « L'impact potentiel des projets d'énergie éolienne sur certaines espèces a également été présenté comme un facteur d'opposition de certains intérêts écologiques, ou intégré dans des arguments plus généraux contre des projets spécifiques. Encore une fois, il existe un corpus de recherches diverses et complexes sur cette question, ce qui rend difficile la généralisation. Cependant, les plus grandes préoccupations ont été liées aux impacts sur les oiseaux et les chauves-souris. Il a été suggéré que les éoliennes tuent des centaines de milliers d'oiseaux chaque année. »

C'est en effet un fait, de nombreux oiseaux et chauves-souris sont tués chaque année par les turbines des éoliennes. Et cette donnée est très souvent reprise par les collectifs d'oppositions, associés à des associations écologiques de protection de la biodiversité mais aussi à des pêcheurs (pour les éoliennes offshore) et des chasseurs. En s'appuyant sur des données factuelles, ils utilisent ceci pour toucher la population, à travers des prospectus ou des dessins illustratifs comme sur l'exemple de la Figure 7.

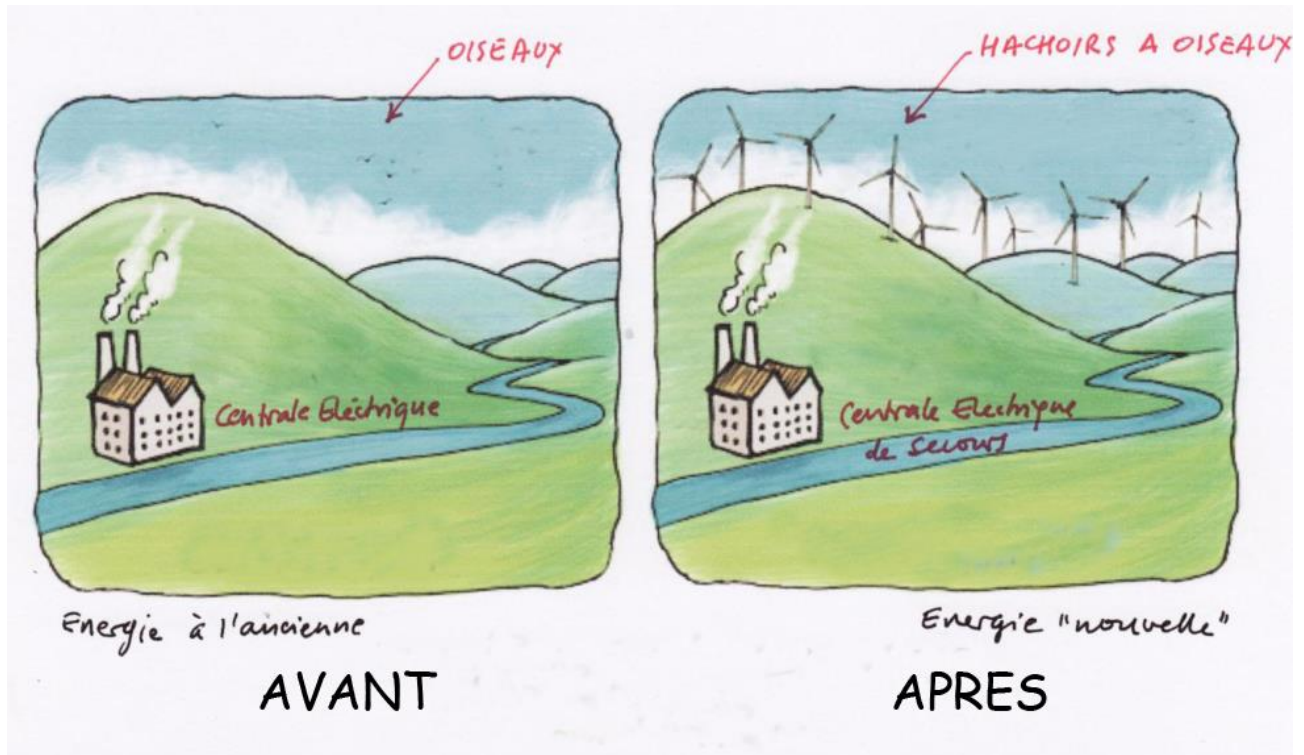


Figure 8 : Dessin d'illustration caractérisant les éoliennes d' « hachoirs à oiseaux »

Source : <http://www.avenirepatrimoine88.com/page/5/>

Voici entre autres les trois principaux impacts des éoliennes sur l'environnement des habitants. En y ajoutant toutes les influences d'ordre politique, social, économique propre à chaque territoire, on obtient un large panel de variables à prendre en compte, démontrant la complexité d'atteindre l'acceptation sociale, voire d'acceptabilité sociale, dans les projets éoliens (Cf. Annexe 2).

III.2. Le rôle de la concertation pour remédier à ce problème

Les impacts des éoliennes ainsi que leurs influences sur l'environnement des habitants évoqués précédemment peuvent mener directement à des conflits. La question qui va se poser maintenant est quid de la concertation des habitants ? Une concertation préalable peut-elle résoudre ces problèmes et diminuer les conflits entre acteurs ou, pour répondre plus précisément à notre problématique, a-t-elle sa place dans les projets éoliens ? Si pour certains des impacts comme les oiseaux tués par les hélices, la concertation n'aura pas une grande incidence, nous allons voir que pour d'autres, elle va se révéler précieuse, atténuant certains conflits et facilitant l'acceptabilité sociale.

III.2.1. Une concertation pour minimiser le risque de conflits

Lors de la mise en place d'un projet éolien et pour accueillir ce projet sur un territoire, la concertation entre tous les acteurs doit prendre en compte trois composantes.

- Une composante technique correspondant à l'étude du potentiel éolien (exposition aux vents, topographie, énergétique) et de son rattachement au réseau électrique
- Une composante politique regroupant aussi les dimensions économiques, écologiques
- Une composante sociale correspondant à l'implication des différents acteurs (promoteurs, collectivités, habitants)

Les objectifs d'une concertation à telle échelle seront multiples :

- « *Evaluer* :
 - le gisement éolien
 - le potentiel exploitable, techniquement et environnementalement
- *Inform*er :
 - les services de l'état
 - les citoyens
 - les porteurs de projet
- (En)cadrer :
 - mettre en évidence des zones favorables ou des zones inopportunes
 - établir un cahier de recommandations pour les études à réaliser dans le cadre de l'étude d'impact
 - définir des règles de transparence incitant les porteurs de projet à présenter leurs projets avant le dépôt du PC
- Aider à la décision :
 - lors d'auditions des porteurs de projet (sur dossier et/ou présentation orale)
 - lors de l'instruction des PC » (énergiewie, 2005)

Ce sera sur la dimension sociale et donc d'une concertation de la population que nous allons ici nous attarder.

L'information du public sur les projets éoliens est une pratique déjà répandue et quasi-systématique depuis un certain temps. Mais si l'on se réfère aux définitions données plus tôt dans ce mémoire, l'information n'est pas synonyme de concertation. La concertation confère à la population un rôle actif dans une volonté de co-production dans le projet. C'est une pratique qui se propage de plus en plus car elle s'avère bénéfique si elle est réalisée comme il se doit. Et cela, une grande partie de la profession l'a bien compris, insistant sur cette volonté d'agir ensemble et d'impliquer les habitants. Le but de premier est, à travers une phase d'information tout de même, de permettre à la population de s'approprier le thème de la transition énergétique et de comprendre en quoi la création de parcs éoliens est nécessaire :

« Si le projet éolien est seulement présenté comme un moyen de produire de l'électricité propre, il sera perçu comme un projet porté par un acteur extérieur au territoire. Ainsi, les citoyens déjà sensibilisés à l'environnement pourront y voir un atout, mais les autres retiendront essentiellement les retombées économiques et l'impact paysager. A l'inverse, si le projet de parc éolien s'inscrit dans une démarche globale de territoire (PCAET, TEPos, etc.) qui a été décidée par les collectivités locales après consultation des acteurs locaux, il sera perçu comme une des composantes de la transition énergétique locale. » (T. Duffes, Responsable de pôle énergie et réseau de chaleur chez AMORCE, 2017).

De ce fait, cela permettrait aux habitants d'avoir une prise de conscience collective grâce à ce processus d'échanges. Ils seraient alors moins à même de provoquer des conflits.

Ensuite, il est important de laisser la parole aux habitants pour écouter leurs craintes d'une part mais aussi pour recueillir leurs observations d'autre part. Car ce sont eux les mieux placés pour décrire le territoire. Ils font partie intégrante du paysage. La démarche de co-production prendrait alors tout son sens dans le choix de l'emplacement du site par exemple. En parallèle des études de faisabilité et des études d'impact, il est en effet judicieux d'obtenir le ressenti de la population sur le choix du terrain. La concertation permet ainsi l'échange avec les habitants sur leurs doutes potentiels. Pour éviter les futures contestations, une telle approche permet d'exclure telle ou telle parcelle car la proximité des habitations est trop importante, ou car l'intégration des éoliennes dans le paysage n'est pas optimale. Ceci bien évidemment dans la mesure du possible, c'est-à-dire si la décision du choix du site porte sur plusieurs options envisageables.

Pour illustrer ces propos, prenons l'exemple de l'impact sonore des éoliennes sur leur environnement. Nous avons pu voir que cette composante pouvait avoir une incidence directe sur la vie du riverain. Il est certain que celui-ci sera une source de conflit si le projet implique qu'une éolienne soit implantée « proche » (par le terme « proche », j'entends que la distance entre l'éolienne et le riverain mène à ce que celui-ci entende le bruit créé par les hélices) sans qu'il ait son mot à dire, sans qu'il ait été concerté. Cependant, dans l'hypothèse où la concertation soit appliquée et que la co-production soit entamée, le riverain se sentant impliqué, une distance limite pourra être convenue entre les éoliennes et les habitations. Il s'agit de ne pas commettre les mêmes erreurs que par le passé en mettant les éoliennes trop proches des habitations. Par ailleurs, des lois de distance minimale entre habitations et éoliennes existent (entre 500 et 1000 mètres) mais de nombreuses tentatives sont en cours pour faire augmenter cette distance.

L'appropriation du projet dans son environnement par la population diminue les oppositions et facilite l'acceptabilité sociale. On ne parle ainsi plus de « *riverain* » mais d'« *habitant* » (S. Le Floch, 2011). Cette démarche s'applique aussi pour limiter la pollution visuelle générée par l'implantation d'éoliennes, où les habitants peuvent donner leur préférence pour que le paysage soit le moins dégradé possible, à travers des sondages par exemple.

III.2.2. L'importance d'une concertation du début à la fin

Pour une concertation optimale, il est nécessaire que celle-ci soit menée depuis le début. La population a besoin d'être impliquée dès les prémices du projet. Dans l'autre cas, elle peut se sentir délaissée et il sera clair que son avis n'a pas vraiment de place dans le projet. Son pouvoir en tant que citoyen n'est pas pris en compte si la concertation arrive en cours de route. On ne parle d'ailleurs plus de concertation mais de manipulation (niveau 2 de l'échelle d'Arstein). En outre, il est conseillé de pratiquer un suivi régulier de la concertation, à toutes les échelles. Pour ce faire, il est possible de créer un comité de suivi de la concertation. C'est en tout cas ce que pense la société AMORCE⁸ :

« Par ailleurs, en vue d'une concertation réussie avec toutes les parties prenantes du territoire, Amorce recommande de créer un comité de suivi (ou tout autre instance consultative) qui accompagne et assure la concertation régulière des différents acteurs du projet. Ce comité devrait être constitué dès la première phase du projet et être composé, si possible, de représentants de chaque partie prenante. » (T. Duffes, Responsable de pôle énergie et réseau de chaleur chez AMORCE, 2017).

Cette instance peut être la clé d'une concertation réussie, du fait de sa composition représentative de la société. Elle facilite ainsi les échanges avec le public, grâce à des réunions publiques ou même des réunions de quartier. Ses missions sont alors d'impliquer le public sur cinq phases du projet (Magazine « Environnement et Technique », 2017) :

1. Définition du projet et pré-sélection du site
2. Etudes de faisabilité
3. Développement du projet (procédures d'autorisation)
4. Construction du projet éolien
5. Mise en service et exploitation de l'énergie

Pour que l'appropriation du projet soit complète, il est également important que les habitants soient impliqués jusqu'à la fin, pour qu'ils soient témoins de la mise en service du parc d'éoliennes.

⁸ « AMORCE constitue le premier réseau français d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux) et autres acteurs locaux (entreprises, associations, fédérations professionnelles) en matière de politiques Energie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (planification, prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets). » (<http://www.amorce.asso.fr/fr/>)

Pour se rendre compte de ce qu'est réellement une concertation dans un projet éolien, nous allons voir trois différents exemples de projets dans lesquels elle se manifeste concrètement. Les deux premiers projets sont apparus au début des années 2000 dans le département de l'Ardèche. Le troisième est un exemple de projet en cours dans les Ardennes, dont la concertation de la population est facilitée par les nouvelles technologies.

III.3. Exemples de projets éoliens ayant utilisé la concertation

III.3.1. Une concertation qui a échoué au cours de l'élaboration d'un schéma éolien en Ardèche

En 2002, le département de l'Ardèche planche sur l'élaboration d'un schéma départemental pour implanter des éoliennes sur le territoire. Durant la phase préliminaire du projet qui s'étend sur une échelle globale, il y a eu une concertation entre les différents acteurs décideurs (ADEME⁹, DIREN¹⁰ et DRIRE¹¹) pour construire un cahier des charges relatif à tout le département.

La deuxième phase se centrait ensuite sur une concertation locale avec les élus de chaque territoire qui apparaissait dans le cahier des charges initial. La population n'était donc pas concernée jusqu'à alors. Les riverains en quête d'information se rassemblent dans des collectifs d'opposition, et face à cette menace « l'ADEME [a voulu] mettre en œuvre une concertation au niveau du département. Grâce à une telle "proximité organisée", elle comptait résoudre le conflit émergent de l'arrivée des projets éoliens. » (D. Gueorguieva-Faye, 2006).

Un collectif d'opposition apparaît néanmoins, EVIA, le projet étant déjà avancé. Ce collectif n'a pas eu la possibilité d'exprimer son sentiment lors de l'élaboration du projet. Ce n'est que plus tard qu'il a été convié aux discussions. Mais son implication dans le projet n'est pas réelle.

« Nous nous sommes tenus dans un rôle d'observateurs. Et nous attendions une deuxième réunion, où alors nous aurions exprimé nos sentiments. Quand nous avons été invités, la discussion a été assez avancée. Nous avons eu la parole, mais à ce moment-là nous n'avions pas de commentaires particuliers à faire. Nous attendions les cartes sur le zonage. Et il n'y a pas eu de deuxième réunion » (Membre d'EVIA).

Même si le processus de concertation a été engagé malgré tout après coup, à travers des réunions publiques principalement, le département de l'Ardèche a ensuite connu un bouleversement politique avec un changement de préfet. L'arrivée de celui-ci ainsi que les élections législatives ont arrêté le processus de concertation.

Le conflit avec la population est alors inéluctable, comme lors de beaucoup de projets éoliens à cette époque-là. Avec ce manque de concertation, l'ADEME considère le projet comme un échec.

À travers cet exemple, Diana Gueorguieva-Faye montre que le processus de concertation de la population ne peut pas aboutir à de bons résultats si les habitants ne sont pas impliqués dès le début,

⁹ ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

¹⁰ DIREN : Direction régionale de l'environnement

¹¹ DRIRE : Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement

et si, sur une échelle départementale comme c'est le cas ici, les organismes d'Etat ne le veulent pas vraiment.

III.3.2. Une concertation qui a réussi sur une communauté de commune en Ardèche

Dans ce second exemple, nous nous situons dans la communauté de communes du Haut-Vivarais, toujours dans le département de l'Ardèche. À la différence de l'exemple précédent, la démarche de l'élaboration du projet éolien a été initiée par les élus de la CC¹². Ce projet, qui a vu le jour au début des années 2000, a connu une concertation en amont. Avant son lancement, tous les efforts ont été portés pour que la population ait pleinement connaissance de celui-ci. *« Il a fait l'objet de nombreux articles de presse, d'interviews sur les chaînes de télévision locales, et de présentations lors des colloques au niveau national ayant trait aux EnR et au paysage. Les élus de la communauté de communes ont voulu montrer l'exemple d'un projet de parc éolien réalisé en respectant les particularités du site et les avis de la population locale. »* (D. Gueorguieva-Faye, 2006).

Le fait que ce projet soit réalisé à une échelle plus petite, plus locale, a particulièrement joué dans le processus de concertation. En effet, la proximité immédiate du site avec la commune a facilité l'acceptation (ou plutôt l'acceptabilité) des habitants, se sentant plus impliqués directement. Et pour obtenir cet aval de la population, les élus ont concentré beaucoup d'attention à celle-ci.

Outre les procédés d'informations évoqués précédemment tels que la presse et la télévision, ils ont insisté pour impliquer directement celle-ci, faisant foi d'une démarche de co-construction. On peut alors réellement parler de « concertation ». Cela s'est traduit par plusieurs activités comme des visites de terrain et des sondages.

« Les élus ont fait de gros efforts pour rencontrer la population locale et l'informer de leur projet. Le site accueillant les éoliennes a donné lieu à une concertation avec les riverains. Chacune des sept communes s'est prononcée "pour" ou "contre" les éoliennes sur son territoire. Lors du choix d'un site, de nombreux critères ont été pris en compte : le relief, le raccordement au réseau EDF, l'éloignement des maisons, les sites sensibles pour l'avifaune, et les préconisations des paysagistes. » (D. Gueorguieva-Faye, 2006).

Une démarche de participation couplée à une prise en compte de tous les éléments du paysage et de l'environnement pouvant être impactés par les objets industriels que sont les éoliennes (bruit, pollution visuelle, protection de la faune). Une concertation comme celle-ci, c'est-à-dire sur un territoire limité grâce à la proximité géographique et où les habitants ont été impliqués du début à la fin a ainsi permis d'aboutir à des résultats sans trop de conflits.

¹² CC : Communauté de Communes

III.3.3. Le projet du Mont des Quatre Faux, une démarche de co-construction ou un processus de transaction sociale ?

Pour ce dernier exemple, nous allons nous attarder sur un projet éolien en cours, situé dans le département des Ardennes, dans la région Grand Est. Un projet important car il concerne l'implantation de 63 éoliennes parsemées entre plusieurs communes telles que Juniville, Cauroy ou encore Machault. Le principal travail a été ici une concertation préalable axée sur l'implication des habitants sur le projet. Une concertation « innovante » car elle se distingue par la réalisation d'ateliers pratiques mais aussi car les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) y jouent un rôle important.

En effet, l'approche voulue a consisté, au cours de l'année 2015, en une démarche participative locale « dans le but de co-construire ce qui pouvait l'être avec les acteurs locaux volontaires : riverains, élus, membres d'associations environnementales et culturelles, acteurs économiques, etc., dont l'expertise d'usage et la connaissance du territoire ont de fait été particulièrement précieuses » (Site internet du projet). La volonté d'impliquer la population se traduit par deux éléments clés : la tenue d'ateliers thématiques dans lesquels les habitants étaient conviés et une information de la population optimale.

Le point de départ de cette démarche a été de réaliser un « diagnostic des perceptions des acteurs du territoire concernant le projet d'une part, et le processus de concertation d'autre part ». Le but étant d'obtenir l'avis de la population sur ces deux aspects, grâce notamment à des entretiens d'élus, de citoyens, et de plusieurs autres personnes impliquées de près ou de loin dans ce projet. Les résultats de cette enquête ont été présentés lors d'une réunion où la « démarche de concertation renforcée » a été approuvée, dans la mesure qu'il respecte deux axes :

- « Définir, avec le territoire, comment renforcer le projet dans ses dimensions environnementales et paysagères, favoriser les retombées économiques locales et améliorer l'information sur le projet.
- Intégrer autant que possible les avis de chacun dans la finalisation technique du projet. »

Pour ce faire, il y a eu la création de groupes de travail par thématique, impliquant la population, pour faire avancer le projet et l'intégrer au mieux dans le paysage. L'opération a recueilli 90 personnes réparties sur 11 ateliers différents et cela a eu une directe incidence sur certains aspects, comme l'implantation du site. En effet, les organisateurs de cette concertation se félicitent que « *plus de 40 propositions sont issues de ces différents groupes de réflexion. C'est ainsi que, par exemple, l'implantation du projet a été modifiée suite à cette concertation, mais aussi que la décision de ne pas implanter d'éolienne à moins de 1 km de toute habitation a été prise en commun* ». Pour faire référence à la classification de la population par Sophie Le Floch, les « riverains » sont ici devenus « habitants ». Si tout porte à croire que la démarche de co-construction a été utilisée pour arriver à de tels résultats, nous ne pouvons écarter l'hypothèse d'une discussion sans encombre entre les parties prenantes (autorités organisatrices et habitants). Et dans ce cas-là, l'utilisation du processus de transaction sociale est fort probable pour se mettre d'accord sur le rayon d'un kilomètre minimum entre une éolienne et une habitation. Les autorités organisatrices (promoteurs, collectivités locales) auraient ainsi accepté certaines prérogatives des habitants pour pouvoir mener à bien le projet.

L'information de la population a été efficace car les moyens mis en place ont été nombreux et de différentes natures. Premièrement, toutes les données et tous les enjeux du projet sont disponibles sur un site internet (<http://www.parc-eolien-mont-des-quatre-faux.fr>). On y trouve notamment toutes les informations économiques liées au projet (retombées économiques pour le territoire, emploi), les explications sur la nécessité d'avoir de tels projets éoliens (transition énergétique), une carte d'implantation des éoliennes et des centrales électriques. Un accès à l'information rendu facile par de nombreuses photos, vidéos explicatives. Toute une panoplie d'éléments qui démontre en quoi les nouvelles technologies sont une aide précieuse au processus d'information de la population, et qui va se développer dans les prochaines années. Et si les habitants ont une question, ils ont la possibilité de la poser grâce à une boîte de dialogue présente sur le site, permettant d'échanger avec les décideurs du projet. En plus de ce site, des lettres et des brochures d'informations étaient distribuées dans les boîtes aux lettres des habitants des communes avoisinantes et dans toutes les mairies. Ces brochures contenaient toutes les informations du projet. Enfin, plusieurs permanences publiques ont été organisées courant 2016 dans toutes les communes d'implantation.

Même si, malgré les efforts réalisés, le projet a tout de même dû faire face à des contestations de la part certaines organisations (principalement des collectifs en soutien au mouvement anti-éolien), on peut tout de même dire la démarche de concertation dans ce cas a été payante dans la volonté de co-construction et dans la recherche de l'acceptabilité sociale.

III.4. Une concertation trop profonde peut être dangereuse

La concertation a pour but de gérer les conflits locaux. « *Les sociologues, les politologues et les économistes considèrent la concertation ou la formation de réseaux d'acteurs comme des moyens possibles pour résoudre les conflits, l'une et l'autre étant des caractéristiques de la proximité organisée.* » (D. Gueorguieva-Faye, 2006). Cependant, si l'implication de la population est totale, et que chaque individu donne son avis et ses préférences, il sera difficile de satisfaire chaque riverain. Cela représente donc une menace.

Il est clair qu'un monde où l'intégralité de la population pourrait donner son avis et émettre des préconisations sur tel ou tel sujet n'est pas possible. C'est utopique. D'autant plus sur un besoin d'intérêt général tel que l'éolien. Même si l'idéal serait d'avoir uniquement des « habitants » dans une démarche de concertation, il y aura toujours des « riverains » faisant passer leur intérêt personnel au détriment d'une cause commune. C'est pourquoi il faut tout de même que les décideurs gardent une certaine distance avec la population pour ne pas oublier l'objectif de transition énergétique.

Par ailleurs, on remarque que ce concept de participation citoyenne rentre peu à peu dans les mœurs, conférant au citoyen un besoin d'utilité sociale grandissant. C'est quelque chose d'encourageant dans la démarche de concertation de la population. Mais en effectuant cette démarche, « l'habitant » va vouloir que son action ait un impact sur la décision finale du projet. Qu'arrivera-t-il lorsque plusieurs « habitants » auront apporté leurs connaissances dans ce but de co-construction, mais que leurs avis seront différents les uns des autres ? Il ne sera clairement pas possible de contenter tout le monde et cela peut engendrer une frustration de leur part, menant tout droit à d'autres conflits. « *Ce besoin d'utilité sociale doit trouver un écho dans la participation des habitants : l'individu doit avoir la*

certitude que son action, sa participation à un projet va avoir un impact, une influence sur la décision finale à prendre » (ORIV, 2005). Au lieu de gérer les conflits, la concertation peut en créer d'autres. Si ce sentiment de frustration est présent chez les « habitants », la volonté de participer peut également se dissiper :

« Ne pas reconnaître à chacun ce pouvoir de proposition et d'action peut être une cause de non-participation, et peut aboutir à un désintérêt notoire pour la participation à caractère politique notamment, comme nous l'avons noté dans la première partie de cet exposé. De nombreux habitants ont le sentiment de s'exprimer, voire d'être écoutés, mais pas compris, ni entendus. Leur fonction de citoyen vivant dans une démocratie leur est déniée. » (ORIV, 2005).

Par ailleurs, les exemples précédents ont pu mettre en lumière un autre aspect qui peut intervenir lorsqu'une concertation est réalisée, celui de l'échelle du projet. Nous avons pu voir qu'une démarche de concertation à grande échelle (à l'échelle départementale par exemple) peut avoir une conséquence néfaste au projet et à la volonté de faire participer la population. Lorsque le territoire n'est pas limité et que nous ne sommes pas en présence d'une proximité géographique du projet, il sera difficile de faire adhérer les habitants à la démarche participative.

Conclusion

Pour conclure, essayons d'apporter une réponse à la question initiale, « la concertation de la population a-t-elle sa place dans des projets d'intérêt collectif tels que la transition énergétique par l'éolien ? », qui n'est autre qu'une interrogation sur l'implication de la population dans de tels projets.

Au cours de ce dossier, nous avons pu voir que, pour faire référence à l'introduction, le prix à payer pour avoir un renouvellement et des énergies propres n'était pas tout le temps accepté. La population, principalement les « riverains », n'accepte pas les nuisances (qu'elles soient de nature visuelle, sonore, ou encore environnementale) engendrées par l'implantation d'éoliennes sur un territoire. Pour le bon déroulement de ce type de projet, la balance coûts/avantages doit pouvoir se trouver en position d'équilibre. La concertation doit être là pour cela, quitte à recourir à la démarche de transaction sociale. Les nuisances sont trop souvent mises en avant au détriment de la nécessité de transition énergétique.

Les cas d'études abordés ont permis de différencier les façons d'aborder la concertation, en mettant en lumière des méthodes fructueuses et d'autres moins réussies.

Par ailleurs, de nombreuses notions ont été abordées. Que l'on parle de « concertation de la population », de « participation citoyenne » ou de « démocratie participative », il est clair que tous ces termes renvoient à la volonté d'impliquer la population dans les projets d'aménagement du territoire. Et il en est de même pour les projets éoliens. Nous serions alors tentés de dire que « oui », la concertation de la population a sa place dans les projets d'éoliennes, surtout lorsque nous sommes témoins des progrès technologiques actuels, facilitant la participation citoyenne. Mais l'analyse du terme « concertation » que nous avons réalisé au cours de ce travail nous oblige à rester méfiant. En effet, les habitants ne sont pas concertés au même niveau dans des cas différents. Si le but de la concertation est de gérer les conflits locaux pour que l'éolien soit accepté dans nos campagnes, elle n'aura pas la même incidence suivant le niveau de participation auquel les citoyens sont conviés. Si la participation ne relève que de la simple information, alors la démarche de co-construction ne sera pas atteinte, et les habitants pourront se sentir manipuler. De plus, dans le cas où cette démarche est réalisée, certaines conditions comme le timing et l'échelle d'action peuvent être déterminantes dans l'optique d'obtenir des résultats positifs, et une concertation trop profonde peut également générer des conflits, tandis que de nombreux projets d'éoliennes sont attendus dans le futur.

La population doit donc avoir une importance dans les projets d'intérêt collectif. Mais la question qui se pose maintenant sera de savoir « *dans quelles conditions et jusqu'à quel niveau la population doit participer à l'élaboration des projets de transition énergétique par l'éolien ?* ». Autrement dit, pour tenter de repositionner le sujet, à *quelle condition cette participation peut elle être utile et impactante ?*

Pour faire suite à ce travail et pour tenter d'apporter une réponse à cette interrogation, la première étape serait de réaliser une étude de terrain pour être plongé directement sur les projets et ainsi avoir un aperçu du processus de concertation (ou non). Afin d'analyser les observations faites, il serait alors judicieux d'élargir le spectre de recherche et d'établir une typologie des formes de participation et de leurs impacts.

Annexes :

Annexe 1 : puissance totale éolienne raccordée en France par région en 2017



Source : SDES d'après Enedis, RTE, EDF-SEI, CRE et les principales ELD

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des différentes influences sur l'acceptation sociale lors de projets éoliens.

Summary of influences on social acceptance		
Issue	Key influences	
Individual attitudes	<ul style="list-style-type: none"> • Age, gender etc • Strength of place attachment • Political beliefs and voting preferences • Emotional response • Prior experience of wind turbines 	<ul style="list-style-type: none"> • Attitudes to environmental issues • Psychological factors including perception of social norms • Individual roles (consumer, landowner etc) • Familiarity with wind energy
Relationships	<ul style="list-style-type: none"> • Type and level of social capital • Trust in government other public agencies and developers • Proximity to, and visibility of, turbines • Technology-society relationships 	<ul style="list-style-type: none"> • Time, reflecting the dynamic nature of social acceptance • National-local policy • Regulator-Developer links • Discourses within and between communities
Contextual issues	<ul style="list-style-type: none"> • Policy regimes • Project design – turbine height, colour number and massing • Place attachment 	<ul style="list-style-type: none"> • Range and mix of actors • Ownership of proposed project • Specific siting issues • Cumulative impacts
Perceived impacts	<ul style="list-style-type: none"> • Noise • Landscape • Shadow flicker • Property values • Level of economic benefit • Bio-diversity: bats, birds • Infrasound 	<ul style="list-style-type: none"> • Navigation lights • Health concerns • Levels of economic benefits • Disruption of 'place' • Efficiency of turbines and wind energy • Distributive justice
Process-related issues	<ul style="list-style-type: none"> • Trust in institutions involved • Transparency and openness • Procedural justice • Expectations and aspirations of public participation • Availability and quality of information 	<ul style="list-style-type: none"> • Power in the participation process • Value places on lay and expert knowledge • Timing • Discourses of community, developer, regulatory bodies • Fait accompli

Source : Ellis, G., & Ferraro, G. (2017). *The social acceptance of wind energy: Where we stand and the path ahead*

Références :

Actu Environnement & France Energie Eolienne. « Environnement et Technique ». Hors-série. Octobre 2017. [en ligne] <https://www.environnement-et-technique.com/revue/promo/hs-eolien-2017/hs-eolien-2017.pdf>

AMORCE. [Consulté le 15/02/2018]. <http://www.amorce.asso.fr/fr/>

ANDRÉ, P. avec la collaboration de P. Martin et G. Lanmafankpotin (2012). « Participation citoyenne », Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique, [Consulté le 12/03/2018]. www.dictionnaire.enap.ca

ARSTEIN, Sherry. « A Ladder of Citizen Participation », *Journal of American Institute of Planners*, vol. 35, no 4, 1969, p. 216-224.

Avenir et patrimoine 88 : la forêt vosgienne c'est mieux que les éoliennes ! [Consulté le 17/03/2018]. <http://www.avenirepatrimoine88.com/page/5/>

BAGGIONI, Vincent. « Éviter la conflictualité des opérations d'aménagement : un savoir-faire des équipes-projets ? Étude comparative de deux parcs solaires », *participations*, (10/3), De Boeck Supérieur, p. 121-150. 2014.

BALLETIER, Pierre. « Acceptabilité sociale Cartographie d'une notion et de ses usages ». *Cahier de recherche UQAM : Les publications du Centr'ERE*. 2015. [en ligne] http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Rapports_recherche/Batellier-2015-Acceptabilite-sociale.pdf

BALLETIER, Pierre. « Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec : définitions et postulats ». *Mettre à l'épreuve l'accessibilité sociale (partie 2)*. Volume 16, numéro 1. Mai 2016. [en ligne] <http://journals.openedition.org/vertigo/16920>

BÉNIS, Olivier. « L'éolien, une énergie renouvelable de plus en plus prisée en France ». *France inter*. 16 novembre 2017. [en ligne] <https://www.franceinter.fr/sciences/l-eolien-une-energie-renouvelable-de-plus-en-plus-prisee-en-france?xtmc=eolien&xtnp=1&xtcr=9>

BOURBON, Jean-Claude. « L'éolien terrestre retrouve des couleurs en France ». *La Croix*. 20 novembre 2015. [en ligne] <https://www.la-croix.com/Economie/L-eolien-terrestre-retrouve-des-couleurs-en-France-2015-11-20-1382710>

BROTCORNE, Périne, sous la direction de Gérard Valenduc. « Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée ». *Les initiatives en Belgique francophone et les bonnes pratiques étrangères visant à renforcer l'expression citoyenne et la démocratie participative*. 2012. 82 pages.

CAUE Atelier d'Urba. « LA CONCERTATION en urbanisme et aménagement ». 2016. [en ligne] https://www.caue45.fr/_pdf/publication/concertation.pdf

DEMADE, Maxime. « Habitants : quel(s) rôle(s) pour ces héros de l'« ordinaire » dans les projets de développement éolien ? ». *Colloque Doc'Géo – JG13 « Héros, mythes et espaces. Quelle place du héros dans la construction des territoires ? »*, Université Bordeaux Montaigne Pessac, pp. 113-126. 15 octobre 2015

Ellis, G., & Ferraro, G. « The social acceptance of wind energy: Where we stand and the path ahead ». *Paper presented at International Energy Agency - Task 28 Social Acceptance of Wind Energy Workshop*, Dublin, Ireland. 2017. [en ligne]
http://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC103743/jrc103743_2016.7095_src_en_social%20acceptance%20of%20wind_am%20-%20gf%20final.pdf

Energivie. « Étude du potentiel éolien de la région Alsace Impacts globaux, concertation, investissement local ». Valorem. Septembre 2005. [En ligne]
http://www.energivie.info/sites/default/files/uploads/decouvrir_energies_renouvelables/eolien/3_impact_concertation_investissement_eolien_alsace.pdf

FABUREL, Guillaume. « Du paysage au bien-être : la puissance d'agir des habitants. Le cas des grands projets d'équipement (et de leurs concertations officielles) ». *L'Information Géographique*. Vol. 81 Issue 4, p58-77, 20p. Décembre 2017.

France Energie Eolienne. [Consulté le 6/02/2018] <http://fee.asso.fr/>

France Energie Eolienne. « L'ÉOLIEN des métiers pour tous ». 2016. [en ligne]
<http://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2017/10/Fiche-pedago-FEE-Des-metiers-pour-tous.pdf>

GENDRON, Corinne. « Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs ». *Éthique et relations publiques : pratiques, tensions et perspectives*. 2014. p.117-129.

GUEORGUIEVA-FAYE, Diana. « Le problème de l'acceptation des éoliennes dans les campagnes françaises : deux exemples de la proximité géographique ». *Proximité et environnement*. Dossier 7. 2006.

Hamdouch, A., & Ghaffari, L. (2017). "Social innovation as the common ground between social cohesion and economic development of small and medium-sized towns in France and Québec". *Insights from small and medium-sized towns in Europe*. Routledge. New York.

Ideas [Consulté le 15/03/2018]. <https://ideas.repec.org/p/hal/journal/hal-01513967.html>

LE FLOCH, Sophie. « Le riverain, le citoyen et l'habitant : trois figures de la participation dans la turbulence éolienne ». *Natures Sciences Sociétés*. Vol 19. 2011.

Le Monde. [Consulté le 24/02/2018] http://www.lemonde.fr/energies-communes/article/2017/11/17/la-transition-energetique-en-5-questions_5216346_5216000.html

MACELHONE, Isabelle. WALKER, Nicolas. « Marché éolien - un coup de vent apporté par une simplification des procédures administratives ». *Fusions & Acquisitions*. 2017, Issue 291, p54-56.

Ministère de la Transition écologique et solidaire. [Consulté le 6/02/2018] <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/eolien-terrestre>

ORIV. « Comprendre les obstacles à la participation citoyenne - Contribution à une autre reconnaissance du citoyen ». Mars 2005. [en ligne] http://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_synthese_obstacles_participation.pdf

Projet de Parc Eolien terrestre Mont-des-Quatres-Faux. [Consulté le 4/03/2018] <http://www.parc-eolien-mont-des-quatre-faux.fr/la-concertation/une-concertation-prealable-innovante/>

Réseau rural et périurbain d'Ile-de-France. « Concertation et démarches participatives, des outils au service d'un dialogue territorial ».

Rhônealpenénergie-Environnement. « La concertation, cœur du développement durable : guide & fiches expériences ». *Certu*, 35 & 41 pages. Février 2006

Samuel, Depraz, Ute Cornec, Ulrike Grabski-Kieron, dirs. « Acceptation sociale et développement des territoires ». Lyon. Éd., coll. Sociétés, Espaces, Temps, 2016, p.511-513.

SERRANO, José. « La compatibilité entre espace résidentiel et espace industriel retrouvée grâce à une transaction sociale ». Joëlle Forest, Abdelillah Hamdouch. *Quand l'innovation fait la ville durable*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, pp.161-180, 2015, 978-2-88915-069-4.

SIMON, Delphine. « La France, lanterne rouge des éoliennes en mer ? ». *France Inter : Le vrai/faux de l'Europe*. [Audio]. 16 novembre 2017. 3 minutes.

TOUZARD, Hubert. « Consultation, concertation, négociation : Une courte note théorique ». *Négociations*. N°5, Université Paris 5. 2006.

Tables des Illustrations

Figure 1 : Puissance éolienne raccordée en Europe au 31 décembre 2015	11
Figure 2 : Comparaison du délai de mise en service d'un projet éolien	13
Figure 3 : Schéma des niveaux de participation.....	15
Figure 4 : L'échelle de la participation citoyenne.....	18
Figure 5 : Les principales lois et démarches de l'intégration de la participation citoyenne dans les projets d'aménagement et d'environnement depuis 1970.....	20
Figure 6 : Différences entre Acceptation sociale et Acceptabilité sociale	24
Figure 7: Photomontage représentant l'insertion d'éoliennes dans le paysage d'un territoire vosgiens	30
Figure 8 : Dessin d'illustration caractérisant les éoliennes d' « hachoirs à oiseaux »	31

4^{ème} de Couverture)

CITERES UMR 7324

*Cités, Territoires,
Environnement et
Sociétés*

Équipe DATE

Dynamiques et Actions Territoriales et Environnementales

35, allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS CEDEX 3

Directeur de recherche :
Brevet Nathalie

Davin Aymeric
Projet de Fin d'Études
DA5
2017-2018

La concertation dans les projets éoliens : la concertation de la population a-t-elle sa place dans des projets d'intérêt collectif tels que la transition énergétique par l'éolien ?

Résumé : De nos jours, le pays est en pleine transition énergétique pour réduire notre empreinte écologique dans les plus brefs délais. Le secteur de l'éolien en est le meilleur exemple, et la volonté d'optimiser la production d'électricité à partir de l'énergie venue du vent implique un profond développement. De nombreux projets de sites éoliens sont attendus dans les prochaines années. Cependant la mise en place de tels programmes fait souvent l'objet de contestations de la part des habitants présents sur les territoires. Ces derniers ne se réjouissent pas de voir leur environnement être perturbé de la sorte par l'insertion de tels objets industriels. Parallèlement à cela, la volonté d'impliquer la population dans les projets d'aménagement tels que l'implantation d'éoliennes est grandissante, bouleversant les codes de l'urbanisme qui étaient jusqu'alors régis par des dimensions principalement techniques. En abordant les concepts de concertation de la population, démocratie participative et participation citoyenne, le corps de ce travail sera de discuter de l'importance accordée à la population dans de tels projets d'implantation d'éoliennes, qui interviennent dans un objectif d'intérêt général. Nous essaierons de comprendre pourquoi l'éolien fait face à un tel rejet de la population et nous verrons si les nouvelles démarches de concertation et d'implication de la population dans les projets d'aménagement peuvent aider à faire accepter l'éolien dans nos campagnes.

Mots Clés : Concertation ; Transition énergétique ; Éolien ; Participation citoyenne ; Acceptabilité sociale ; Démocratie participative ; Intérêt collectif ; Transaction sociale.